

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

B I L A N

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE
LA FRACTION DE GAUCHE DU P. C.

19

SOMMAIRE

GALLICARIS EN SIBÉRIE.

LETTRE AU B. P. DU PARTI COMMUNISTE
RUSSE.

DEFAITE DU PROLETARIAT ET VICTOIRE DU
CAPITALISME: DE HITLER A STALINE, DE
STALINE A BLUM.

PARTI - ETAT - INTERNATIONALE, 1935, 1936
2e PARTIE: L'EMPIREUR.

LES PROBLEMES DE LA MONÉTAIRE (1935)

LES FONDEMENTS DE LA PRODUCTION ET
DE LA DISTRIBUTION COMMUNISTE, par
A. MARCEL.

1935 - Juin 1935

Administrateur: [illegible] Paris
[illegible] Paris

B I L L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction de Gauche du P. C. I.

Un crime du Centrisme

Calligaris en Sibérie

Nous publions ci-dessous une lettre adressée au C. E. du Parti Communiste russe et qui est restée sans réponse. Il est donc certain que Calligaris est déporté en Sibérie et condamné à trois ans par les autorités soviétiques sans que la moindre justification ait été donnée pour cette condamnation. Pour la racaille centriste le « cas Calligaris est liquidé », car elle sait que les opinions de gauche de ce révolutionnaire l'exposent aux coups de la meute enragée de la contre-révolution qui va de Mussolini à Staline, en passant par les régimes démocratiques. Et, pour sa défense ne peuvent s'élever que de faibles appels émanant des rares noyaux marxistes qui continuent la lutte pour le prolétariat international. Calligaris ne pourra pas prendre la place qui lui revient parmi ces combattants, il est jeté aux fins fonds de la Sibérie où le Centrisme, spéculant sur sa maladie — Calligaris est tuberculeux — espère bien arriver à l'assassiner.

Si encore son cas « coïncidait avec la défense nationale » de la patrie bourgeoise comme dit si bien l'« Humanité » pour la défense de l'U.R.S.S., Calligaris ne se trouverait pas en Sibérie, mais parmi les parasites que les événements de demain balayeront avec violence. Mais Calligaris a lutté contre le fascisme d'abord, contre le centrisme en Russie ensuite, pour des positions internationalistes. Il est donc juste qu'il soit persécuté par les agents de la réaction.

Plus que le fascisme et la démocratie bourgeoise, le centrisme condamne Calligaris pour sa fidélité à un système d'opinions et non pour tel ou tel acte. C'est d'ailleurs pourquoi il estime inutile de faire un procès : on n'appelle pas à la barre les principes du communisme; on les dénature, on les étouffe par la violence, on jette des militants dans des geôles, en Sibérie.

Comment pourront-ils, les assassins centristes, mener encore campagne contre les atrocités de Mussolini et de Hitler. On leur demandera : et Staline? Qu'a-t-on fait de Calligaris? Et nous savons bien qu'ils ne répondront pas.

Il doit être clair aujourd'hui, pour le prolétariat que la Russie représente un élément de la chaîne capitaliste qui ligotte les ouvriers du monde entier. Non seulement elle intervient sur le front de classe qui se dirige vers la conservation du régime capitaliste, mais elle participe au massacre d'ouvriers révolutionnaires qui ont le front de rester fidèles aux opinions communistes. Le sort de Calligaris est au fond le sort du prolétariat russe, prisonnier lui aussi de forces au service de la bourgeoisie, et gisant dans une Sibérie aussi mortelle que celle où se trouve notre camarade.

Seulement, un renouveau de la lutte de classe, au point de vue international, se

dirigeant vers la lutte contre le capitalisme et ses agents centristes et socialistes, peut délivrer avec le prolétariat russe Calligaris. Qu'importe si aujourd'hui les traîtres socialistes qui s'élèvent vertueusement contre les condamnations du Tribunal Spécial en Italie, font le silence sur Calligaris, car il s'agit de ne pas compromettre le front unique. Qu'importe si les bonzes centristes crachent aujourd'hui leur venin en spéculant sur quelques saletés des bourreaux fascistes envers notre fraction et Calligaris. L'heure de la reddition des comptes viendra avec les bouleversements sociaux de demain et pour Calligaris et pour beaucoup d'autres; les ouvriers, armes en mains, demanderont des comptes.

Actuellement, il est de notre devoir de lutter contre toute tentative de lier le cas de Calligaris aux petites spéculations de groupes ou d'agents avérés de la bourgeoisie : Calligaris est un ouvrier communiste qui se trouve en Sibérie pour son idéal révolutionnaire. C'est aux communistes internationalistes de faire comprendre la signification de son cas aux ouvriers, d'en faire un élément pour le renouveau de la lutte ouvrière.

Au bureau politique du Parti Communiste russe Moscou

12 avril 1935.

Notre fraction a cru devoir profiter de l'occasion qui se présentait pour vous faire parvenir, d'une façon certaine, la lettre que voici et qui concerne l'émigré politique italien CALLIGARIS.

Nous tenons à préciser tout d'abord que le citoyen Marteaux ne connaît rien de ce cas et que son rôle se borne uniquement à vous remettre cette lettre et à nous faire parvenir votre réponse. En effet, les divergences profondes existantes entre le courant de gauche socialiste dont le citoyen Marteaux est le représentant et notre fraction, ne permettent aucunement à ce citoyen de se faire le défenseur de Calligaris, aussi bien qu'elles ne permettent pas à notre fraction de le charger d'une telle mission.

Il vous est évidemment très facile de vous documenter au sujet du camarade Calligaris. Mais pour faciliter votre tâche, nous vous dirons seulement que les bien rares communications publiques de la presse communiste italienne pour l'émigration nous ont appris que Calligaris était libre de partir de Russie et qu'aucune entrave ne s'opposait donc à son départ. Communications bien sybillines, vous en conviendrez, car ce camarade ne peut quitter l'U. R. S. S. qu'à la seule condition d'être mis en possession des documents qui lui permettraient de se rendre dans le pays qu'il indiquerait. En effet, la faculté de partir, sans plus, signifie exposer Calligaris (au cas où sa sortie de l'U. R. S. S. serait reconnue régulière par les autorités soviétiques) aux mesures répressives des autres Etats qui frapperaient sans doute un passager dépourvu de tout document. Et vous n'ignorez nullement que le seul moyen qu'aurait Calligaris de se munir d'un document comporterait, pour lui, l'obligation de se rendre en Italie où il serait d'ailleurs acheminé, par la voie des mers, par les mêmes autorités italiennes qui lui délivreraient le passeport. Or, Calligaris s'est rendu en U. R. S. S. après de longues années passées aux îles de déportation où il expiait le crime d'avoir participé à la fondation du Parti Communiste en Italie.

Mais, depuis quelque temps, le cas de Calligaris semble s'être aggravé et il ne

s'agit plus de la prétendue liberté qu'il aurait eu de quitter l'U. R. S. S. Les camarades avec qui il était en correspondance n'ont plus reçu de ses nouvelles et le bruit a couru qu'il serait arrêté et même condamné. Nous vous demandons donc de nous faire connaître (en consignnant votre réponse au citoyen Marteaux) la situation exacte du camarade Calligaris et — au cas où il était poursuivi ou condamné, les motifs de ces éventuelles mesures judiciaires.

Notre lettre — vous le constaterez — n'a qu'un but d'informations. Nous estimons, en effet, qu'à cause du conflit politique qui oppose désormais votre parti à notre fraction, les considérations politiques que comporte le cas Calligaris ne peuvent plus faire l'objet d'une correspondance entre les deux organisations.

Il vous est aussi possible de ne donner aucune suite à notre demande de renseignements, mais cela ne ferait que manifester, par un nouveau fait, la place que votre parti occupe dans le cadre actuel de la lutte des classes et à l'avantage du capitalisme mondial. En cas de votre refus d'informations, ou de votre persistance à ne pas laisser le camarade Calligaris rejoindre un pays de son choix, nous continuerons dans nos efforts pour soulever l'attention des prolétaires révolutionnaires, mais cela sans faire appel à aucune autre organisation que la nôtre, ce qui signifie que nous ne réclamerons aucunement l'appui du courant dont fait partie le citoyen Marteaux et qui — nous le répétons — ne fait ici que permettre la réception de notre lettre aussi bien que de votre réponse. Notre effort ne portera pas probablement, mais nous sommes certains que le camarade Calligaris nous appuyera en une action qui ne soulève aucun scandale autour de son nom et qui ferait de son cas un élément de la lutte pour la régénérescence du mouvement communiste mondial.

Nous vous présentons nos salutations.

Pour la C. E. de la Fraction de gauche du Parti Communiste d'Italie.

Teresa Reechia

Le 19 avril, à la suite d'une longue maladie contractée au cours de son activité illégale en Italie et aggravée par les privations de l'émigration, la camarade Reechia est décédée. Cette camarade a combattu les positions de notre courant tant en Italie qu'à l'étranger, mais nous ne pouvons que nous incliner devant les privations subies au cours de sa vie militante, privations qui ont précipité son état et l'ont poussée au tombeau. Que sa famille trouve ici l'expression de notre fraternelle sympathie.

LA RÉDACTION.

Défaite du prolétariat, victoire du capitalisme : De Hitler à Staline, de Staline à Blum

Jamais la convergence de toutes les forces du capitalisme mondial sur le front de la lutte contre le prolétariat, ne s'est aussi clairement exprimée que par la déclaration de Staline « qui comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France ». En effet, si l'on rattache cette position des articles de Blum dans le « Populaire », au récent discours de Hitler devant le Reichstag, l'on aboutit à une vision qui se dirige internationalement vers une totale dissolution du prolétariat et sa mobilisation autour des drapeaux de la conflagration prochaine. Mais dans cette « Sainte Alliance » de la réaction il semble d'ores et déjà qu'un rôle essentiel est attribué à la Russie Soviétique. C'est à Staline que l'impérialisme français a fait appel pour donner un coup décisif aux ouvriers français, alors que jusqu'ici il protestait avec véhémence contre « l'immixtion » de Moscou. Et il peut le faire au grand jour puisque l'histoire de l'après guerre témoigne éloquentement que l'ère des relations diplomatiques entre l'Etat prolétarien et les Etats capitalistes a déterminé les défaites sanglantes des ouvriers, amené l'Etat russe au point crucial de la dégénérescence, pour en faire un allié précieux dans l'étouffement des luttes de classe.

Les Russes blancs de Paris peuvent à juste titre chanter victoire et jurer de défendre « la patrie soviétique »; les charognes centristes et social-démocrates peuvent hurler à nos chausses, déporter ou fusiller des ouvriers révolutionnaires en Russie; la contre-révolution triomphe sur toute la ligne : les batailles révolutionnaires de 1917 sont irrémédiablement perdues.

Il serait vain de vouloir trouver une explication non de classe, mais du domaine de « l'exploitation » des compétitions inter-impérialistes au communiqué de Moscou. En effet, maints symptômes nous montrent clairement que les conditions de polarisa-

tion des Etats capitalistes autour de quelques grandes puissances sont encore en gestation et que des constellations aux contours bien précisées n'existent pas encore. La politique française tend à constituer un bloc pour l'isolement de l'Allemagne, englobant des impérialismes contrastants tels l'Italie, en refusant les propositions précises d'alliance militaire de la Russie voulant relier « sécurité » et « automatisme » militaire. Le renforcement de l'impérialisme allemand limite continuellement cette politique alors que les visées italiennes en Ethiopie la mettent en danger (1). Mais momentanément, le Pacte de Rome de janvier, le pacte de Londres de février, la Conférence de Stresa, l'assemblée extraordinaire de la S. D. N. et, enfin, le pacte franco-russe se dirigent plus vers cette utopie « d'isolement » du Reich que vers la consécration d'une constellation donnée. Par conséquent, se contenter de l'explication banale qui affirme voir dans la déclaration de Staline le prix d'une alliance militaire précise avec la France, c'est mal interpréter la réalité qui ne vit pas de promesses (d'après les commentaires centristes il semble bien que des promesses aient été faites par Laval) mais de considérations d'intérêts positifs. Et à ce point de vue la confusion subsiste toujours.

La politique tzariste avant la guerre était un élément actif visant à disloquer la mosaïque austro-hongroise et un empire turc tenu debout à grand peine par l'impérialis-

(1) Le récent discours de Mussolini au Sénat, dont nous avons pris connaissance un peu tard pour en parler ici, confirme notre appréciation et montre que ce n'est pas la considération de la « garde du Brenner » qui pourrait l'emporter, mais plutôt celle des colonies africaines où veillent l'Angleterre et la France.

me allemand. Sa convergence avec l'Angleterre — après 1905 consacrant la défaite russe en Asie — et avec la France se fit sur ces points représentant en somme le problème complexe de la prédominance sur la Méditerranée. Aujourd'hui l'alliance Russo-Française représente une convergence autour du *statu quo* balkanique, de l'Europe Centrale, *statu quo* dont dépend l'existence même de la Russie. Aussi bien que la Pologne, par exemple, trouve dans un rapprochement avec l'Allemagne plus de garantie pour la réalisation de ses visées, il n'est pas exclu que la Russie puisse trouver demain dans l'Allemagne plus de garanties à sa survivance territoriale. C'est dire — et le contenu du pacte franco-russe en témoigne — que l'alliance entre Moscou et Paris n'est, à notre avis, pas encore définitive.

Mais cela ne change pas grand chose au fond du problème qui est le rôle de classe joué par la Russie pour le compte du capitalisme mondial et qui vient de s'exprimer au profit de la France.

Ce rôle est mis en lumière par la phrase de Staline, que les centristes français en particulier essaient de faire avaler aux ouvriers. Nous avons déjà mis en évidence qu'une solidarité du capitalisme mondial s'est toujours exprimée contre la lutte du prolétariat révolutionnaire. Qu'il s'agisse de Bismarck aidant Thiers à écraser les Communards; de l'impérialisme anglais et français volant au secours du tzarisme russe en 1905; de l'intervention des Alliés, en 1917, en Russie; de l'occupation de la Rhur et du plan de renflouement Dawes consacrant la défaite de 1923 en Allemagne; de l'aide au fascisme hitlérien, toujours ce sont les intérêts de classe du capitalisme mondial qui ont dominé les contrastes inter-Etats. L'incorporation de l'U.R.S.S. au circuit international du capitalisme — par la théorie du socialisme en un seul pays — fait de cet Etat un élément essentiel de cette solidarité contre le prolétariat (qui se transforme et dégage les intérêts contrastants existant au sein du capitalisme après avoir étouffé les travailleurs) et le communiqué de Staline représente un échelon de celle-ci en même temps que l'apo-

gée de la dégénérescence de l'Etat ouvrier. La Russie, pas plus que ses alliés, ne peut rester reliée à des mouvements sociaux proclamant des buts révolutionnaires puisque le jeu des contrastes inter-impérialistes où elle est mêlée est actionné essentiellement par la nécessité de détruire avec des générations d'ouvriers, toute menace révolutionnaire. Il existe une incompatibilité fondamentale entre la lutte des classes et le jeu des contrastes inter-Etats. Elle réside dans ceci : l'une aboutit à la révolution, l'autre dans la guerre. Des Etats peuvent se relier à des mouvements nationaux, séparatistes car eux-ci ne feront en dernière analyse qu'exprimer une voie de détournement du prolétariat de ses buts spécifiques pour remettre à tel ou à tel autre impérialisme le soin de résoudre par la guerre « sa » question nationale. Ainsi, l'Allemagne peut se relier aux nazistes autrichiens, de Tchéco-Slovaquie, mais non aux luttes des classes de ces pays qui ne trouveront une issue que dans la révolution prolétarienne. La Russie, par la bouche de Staline, ne fait donc qu'exprimer, au nom de ses intérêts particuliers, la solidarité du monde capitaliste dans la destruction du prolétariat de tous les pays, et elle pousse à la dissolution du prolétariat français au sein du régime. C'est là l'unique importance réelle des conversations de Moscou. Il se sera donc avéré que, d'une part, le capitalisme français — après la bourgeoisie allemande — aura obtenu plus de résultats dans sa lutte contre le prolétariat en poussant à la dégénérescence de l'Etat prolétarien, qu'en excitant à la croisade contre lui et que, d'autre part, le centrisme, grâce à la fonction gigantesque d'un Etat soviétique, arme du capitalisme et étouffoir de la lutte des classes, aura pu bien avant le déclenchement de la guerre prôner la défense nationale, envisager le soutien d'un gouvernement d'Union Sacrée et affirmer comme Péri que les communistes seront pour la défense nationale si elle coïncide avec la « défense révolutionnaire ».

Pour le centrisme « rien n'est changé », à part le fait qu'il est « dur » d'expliquer aux ouvriers la raison du patriotisme rou-

ge. Pour « L'Humanité » la preuve de la justesse de la nouvelle ligne résiderait dans l'exploitation par la presse française des déclarations de Staline contre l'activité du parti. Puisqu'ils sont « obligés » de reprendre cette déclaration, c'est qu'elle est juste ! Raisonnement irréfutable et digne de la stupidité crasseuse de journalistes véreux s'occupant de communisme (?). Vaillant-Couturier, l'homme de la troisième période et du « socialfascisme », affirmera que les communistes ne rejettent pas l'idée de la patrie, de l'armée et qu'avant de conquérir, celles-ci « ils veulent sauvegarder, en attendant, toutes les richesses matérielles et culturelles du pays ». Il appellera donc les ouvriers à lutter pour un nettoyage de l'armée bourgeoise. « Contre les officiers fascistes » dira l'« Humanité » afin que l'armée française devienne un instrument sûr de la défense de l'U.R.S.S., rempart de la paix. Il est évident que la promesse des centristes de continuer la campagne contre les deux ans, de refuser de voter les crédits de guerre, perd toute signification si l'on examine le fond des choses. Le centrisme ne se bornera plus à dévoyer, à disperser les luttes ouvrières mais est appelé à travailler sur le même plan que la social-démocratie : la mobilisation des ouvriers autour de l'Etat national et peut-être bien à participer à des gouvernements d'Union Sacrée. C'est bien ce que laisse supposer Vaillant-Couturier dans un leader consacré aux forces de gauche, à une perspective de nouveau Cartel. Comme les socialistes, les P. C. voteront contre les crédits de guerre tant qu'ils auront la certitude de ne pas mettre ceux-ci en danger. Car, comme le dit très clairement la « Correspondance Internationale » la phrase de Staline représente « le rejet le plus vigoureux de toute pseudo lutte pacifiste pour la paix qui, dirigée uniquement contre les mesures techniques de la défense, proclame — thèse absurde — que la meilleure défense contre Hitler est, en fait, le renoncement à toute défense ». Ce n'est pas le problème de la technique militaire qui intéresse les centristes, mais le problème politique, c'est-à-dire une « juste volonté ». En d'autres termes, ils sont pour la défense natio-

nale avec la garantie qu'elle se fera au profit d'impérialismes alliés à la Russie. Le centrisme n'aura pas attendu la guerre pour montrer sa gueule de traître : en cela il est digne de figurer comme un échelon supérieur par rapport à la trahison des socialistes en 1914.

Léon Blum, dans le « Populaire » constatera avec satisfaction que toutes les divergences de principe sont éliminées par l'acceptation de la défense nationale par les communistes et que l'unité organique s'impose plus que jamais. Dans un article, « La Lanterne éclairée », commentant le pacte franco-russe, Blum avait déjà déclaré qu'en vertu de ce pacte si la Russie était attaquée par l'Allemagne ou par toute autre puissance européenne, ou bien si c'était la France qui était assaillie, deux hypothèses se posaient : la première la France devait-elle porter ses troupes au secours de la Russie ? la seconde, la Russie les sienne au secours de la France ? « En clair et en net, répondait L. Blum, ma réponse est oui ». Et, expliquant sa position, il ajoutait que tout pacte d'assistance mutuelle assume volontairement un risque de guerre involontaire. « Nous assumons un risque de guerre pour créer une probabilité de paix ». Le terrain ainsi préparé était fait pour recevoir sans choc la déclaration de Staline.

La social-démocratie admet ouvertement que la « guerre » et la « paix » ne sont que l'envers et l'endroit d'une même médaille capitaliste et qu'il convient de soutenir une politique de « sécurité » qualifiée de soutien de la « paix » pour préparer une bonne guerre (il est évident que les sophismes de Blum sur le risque volontaire de guerre involontaire n'ont aucun sens). Cela est tellement vrai que le manifeste du 1er Mai de l'I. O. S. met en évidence deux points : la lutte contre l'Allemagne hitlérienne « parachevant sa préparation militaire en Europe » et la « coopération des démocraties européennes avec l'Union Soviétique pour empêcher la guerre ». Aussi bien que la S. D. N. est un instrument manœuvré par l'impérialisme français, l'I. O. S. est le porte-paroles des agents des Etats groupés autour de la France arborant le

drapeau de la « paix ». La position isolée du Labour Party exprime bien ce caractère de l'Internationale des traîtres, en soutenant contrairement aux autres sections la politique d'équilibre britannique envers l'Allemagne.

Pour la « paix » s'allignent donc ouvertement centristes, qui affirment voir dans le Reich « non un Etat capitaliste ordinaire », et socialistes, approuvant et soutenant la politique militaire des Etats démocratiques face à l'Allemagne hitlérienne, cet « élément d'anarchie internationale ». Mais cette dernière avec le discours de Hitler au Reichstag a également affirmé sa volonté de « paix ». Goering, comme d'ailleurs avant lui, Flandin, n'avait-il pas déclaré : « nous avons bien travaillé pour la paix, nous avons réarmé ». La « paix » pour l'Allemagne signifie la possibilité d'obtenir pacifiquement ses revendications territoriales, des colonies, comme elle signifie pour les autres Etats le maintien de leur prédominance. C'est cela que Hitler a mis en évidence dans ses treize points, et le réarmement de l'Allemagne n'est que la conséquence de l'impossibilité d'y aboutir pacifiquement. C'est cela que les ouvriers allemands ont acclamé et c'est sous ce drapeau qu'ils marcheront dans la prochaine guerre. Ainsi, est prouvé ce que nous mettions en tête de cet article : la convergence de toutes les forces du capitalisme, allant de Hitler à Blum et de Blum à Staline, contre le prolétariat de tous les pays pour la préparation de la guerre.

Il reste à tirer quelques conclusions.

Le processus de dégénérescence de l'Etat soviétique ne date pas du communiqué de Moscou, pas même de son entrée dans la Société des brigands. Ses bacilles se retrouvent dans les difficultés que les bolchéviks durent affronter sans pouvoir se prévaloir d'expériences antérieures. La lettre aux ouvriers américains écrite par Lénine en 1918 et citée aujourd'hui par l'« Humanité » pour justifier ses trahisons, exprime les terribles inconnues du problème des rapports de l'Etat prolétarien et des Etats capitalistes. Il s'avère actuellement que Lénine envisagea erronément une éventualité qui si elle s'était produite à l'époque

aurait modifié ses opinions. Il croyait possible à l'Etat prolétarien d'intervenir sur le front des contrastes inter-impérialistes, d'exploiter au profit du prolétariat les luttes entre brigands opposés. Ce n'est pas un hasard si l'aide demandée à la France à l'époque de Brest-Litow ou à l'Allemagne (1) au moment de l'occupation d'Arkhangel par les Alliés ne vint jamais et si toutes les suppositions de Lénine restèrent lettre morte jusqu'au premières défaites prolétariennes et le triomphe du centrisme. En effet, expression de la lutte de classe du prolétariat dans le monde entier. Octobre 1917 représentait la *négligence des contrastes du monde capitaliste, leur réponse prolétarienne*. Aussi bien que l'intervention du capitalisme ne put triompher en Russie non du fait des antagonismes existant entre les différents Etats, mais du fait du réveil des ouvriers dans le monde entier, l'aide d'un capitalisme donné à la Russie était alors inconcevable précisément à cause de l'approche de rudes batailles de classe. Ceci revient à dire que lutte de classes et contrastes inter-Etats s'excluent mutuellement; que l'Etat prolétarien ne peut vivre que relié au processus de la lutte des ouvriers du monde entier, que s'il subit les lois de cette lutte au lieu d'imposer les siennes, car ces dernières ne peuvent que le rattacher aux péripéties des contrastes entre les pays antagonistes se déroulant sur la base des défaites des ouvriers dont l'Etat prolétarien deviendrait le principal artisan. *Guerre ou révolution, contrastes inter-Etats ou lutte des classes*, voilà les termes de classes opposées qui se heurtent irrévocablement sur l'échelle mondiale.

Une autre pensée des bolchéviks russes c'était qu'il pouvait être possible à l'Etat prolétarien d'accélérer le cours des contrastes inter-impérialistes sur le front des rapports inter-étatiques. On connaît la pensée de Lénine proposant de vendre à l'Amérique, à l'époque de l'intervention, un territoire occupé par le Japon afin de dresser face à face les deux brigands. Encore

(1) Voir à ce sujet les informations publiées par Louis Fischer dans « Les Soviets dans les affaires »

fois, il en fut ici comme dans d'autres cas : la réalité exprima l'impossibilité fondamentale de concrétiser ces appréciations. Il ne s'agit pas ici « d'erreurs » au sens banal du mot, mais de tentatives isolées d'embrasser une réalité inconnue, de marcher de l'avant, seul, alors que s'ébauchaient seulement des mouvements révolutionnaires en Europe Occidentale. Aujourd'hui, nous comprenons mieux que la dislocation d'un front inter-Etats, l'utilisation des contrastes capitalistes dépend avant tout de la lutte de classe du prolétariat, que l'opposition qui domine les situations n'est pas le dilemme : Etat prolétarien-Etats capitalistes, mais bien un dilemme de classe : prolétariat mondial - bourgeoisie internationale; qu'un Etat prolétarien, après son érection, ne représente plus le prolétariat mondial qui vit seulement au travers des luttes des ouvriers de tous les pays contre leur bourgeoisie, mais uniquement un secteur dont la valeur n'est pas donnée par des réalisations économiques gigantesques qu'il s'agisse de Dnieproustroi, de Stalingrad et toutes les « foutaisegrad » réalisées par le centrisme, mais uniquement par la conscience historique que le prolétariat des autres pays peut lui donner en le subordonnant à soi, à sa finalité révolutionnaire mondiale, en l'employant comme arme pour cet objectif. A ce point de vue, la moindre bataille menée aujourd'hui par le prolétariat pour se libérer de l'emprise du capitalisme et de ses agents, telles en Belgique les grèves des mineurs chassant socialistes et centristes des carreaux des mines pour poser sans compromission leurs revendications, ont plus de valeur révolutionnaire que tous les mètres de Moscou, les « Maxime Gorky » construits par le centrisme, grâce à la fonction de cet Etat sur l'échelle mondiale où il fut d'abord l'artisan des défaites prolétariennes (1923, 1927, 1933) et ensuite l'artisan de la dissolution du prolétariat au sein du capitalisme dont la phrase de Staline accélère le procès.

à ce point de vue de la situation française, c'est-à-dire l'unité organique est accélérée

par l'approbation soviétiste des armements français. Cependant, par l'acceptation même de la défense nationale par le centrisme la liaison de celui-ci avec la politique soviétiste passera inévitablement — tout comme la liaison des socialistes des différents pays avec l'I.O.S. — au second plan, pour se concentrer uniquement autour de la notion de la « patrie » que l'on demande aux ouvriers de défendre contre la « barbarie fasciste ».

De ce fait dans l'éventualité où l'alliance franco-russe deviendrait un pivot de constellation, l'unité organique bien que se faisant sous l'égide du capitalisme français, au nom de la défense de la République démocratique, pourra s'effectuer rapidement et sans trop de heurts. Dans le cas contraire, il est possible que la confluence organique de ces deux courants contre-révolutionnaires se vérifiât au milieu des coups de tonnerre de la déclaration de guerre. En tout cas, ce qui est définitivement acquis, c'est l'entrée du centrisme dans le giron des forces nationales du capitalisme français, sa liaison directe avec lui, en lieu et place de sa liaison indirecte avec le prolétariat mondial, par le truchement de l'Union soviétique.

Pour nous, il est clair que la déclaration de Staline exige une réponse nette et sans équivoques. Pour garantir la révolution de demain il faut dénoncer aujourd'hui les illusions, démasquer le socialisme de pacotille de l'U.R.S.S. : appeler un chat un chat, et une trahison, une trahison. Seulement si nous nous désolidarisons ouvertement de la politique de l'Etat russe, si nous affirmons que les réalisations économiques de la Russie représentent le prix de la trahison du prolétariat mondial et de l'emprisonnement des ouvriers russes par le capitalisme, dont le centrisme est l'expression politique; par conséquent, seulement en déclarant que nous ne pouvons nous solidariser avec quoi que cela soit de la politique intérieure ou extérieure de l'Union Soviétique, nous parviendrons à faire comprendre aux ouvriers avancés que le sort de la révolution de demain se trouve dans une modification des rapports entre les classes,

au point de vue international, fécondé par le travail idéologique des fractions de gauche de tous les pays et qui soit susceptible de chasser violemment, en Russie comme dans tous les pays, la domination capitaliste et ses représentants centristes et socialistes. D'autre part, ainsi nous pourrions opposer à l'image d'un Etat prolétarien dégénéré, instrument du capitalisme, un Etat prolétarien dirigé par une Internationale, expression de la lutte du prolétariat mondial, œuvrant pour la révolution dans le monde entier.

Rejeter en bloc l'Union Soviétique, signifie marquer devant les ouvriers le chemin que suit aujourd'hui cette dernière et qui se dirige vers la guerre. Précisément parce que toutes ses réalisations sont faites en vue de la prochaine guerre dont elle sera un des protagonistes, aucune considération sur le soi-disant rôle progressiste des réalisations industrielles soviétiques ne peut appeler notre adhésion. Le fascisme italien a, lui aussi, élevé la structure éco-

nomique du capitalisme, mais sur le dos du prolétariat. En U.R.S.S., la situation économique des ouvriers russes ne s'est pas élevée en rapport avec le développement des forces productives, mais par rapport au tzarisme. Ce qui signifie que l'industrialisation de la Russie s'est effectuée sur la base d'une exploitation des prolétaires qui en intensité équivaut à celle connue dans les pays capitalistes. Et le centrisme ne pouvait logiquement suivre un autre chemin, dès qu'il sacrifiait le prolétariat mondial à l'aide capitaliste aux plans quinquennaux, et ceux-ci pouvaient ne pas aboutir à la guerre impérialiste dès qu'ils incorporèrent l'U.R.S.S. dans le circuit mondial de la vie économique et politique du système capitaliste. C'est pourquoi à la déclaration de Staline nous ne pouvons qu'opposer le drapeau élevé par notre fraction le 1er mai : *A bas toutes les patries : la fasciste, la démocratique, la soviétique. Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays.*

Ce qu'à été l'occupation des mines en Belgique

« Nous sommes bien décidés à continuer, en dehors de toute politique, ce mouvement qui a été déclenché par une trentaine de nos. Notre fort Chabrol est un véritable arsenal. Les clairons sonnent la relève de la garde, la soupe, l'alerte. Si un délégué communiste approche, nous le chassons; et nous ferons de même avec les socialistes. Nous n'avons qu'un emblème: le drapeau rouge; qu'un chant: « l'Internationale ». Nous avons improvisé un comité de ravitaillement, où sont réunis tous les dons que l'on nous fait, argent et vivres. Dans ce comité, nous avons nommé un président et un trésorier. Chacun de nous reconnaît tous les chefs qu'il s'est librement choisis. Quant aux grévistes étrangers, ils sont autorisés à sortir un quart d'heure, à l'heure des repas, pour se rendre à la cantine. Ils sont obligés de revenir aussitôt. Parfois il y a un malade et il a le droit de s'en aller. Ceux qui tentent de fuir sont chargés du service de garde-chambre. A la première récidive, nous les emprisonnons dans la cave... »

« ... Nous disposons d'un vaste domaine dont nous sommes les maîtres. Nous avons installé la T.S.F. sur le carré et nous avons branché notre poste sur le réseau téléphonique. Nous allons parfois nous promener ou nous reposer dans les bois voisins. Mais la discipline est sévère: pas une goutte d'alcool, le moins de bière possible. Parfois, l'un de nous tombe de fatigue; alors un camarade veille à sa place ».

« ... Quant à l'exhaure, nous l'assurons, ainsi que l'alimentation des chevaux de la mine. Nous ne voulons pas mourir, mais nous ne voulons pas non plus laisser mourir notre mine ».

Extrait du journal belge « Le Soir ».

Parti - Etat - Internationale

CHAPITRE VII L'ETAT SOVIETIQUE (Deuxième partie)

La victoire d'Octobre 1917, la fondation de l'Etat Soviétique, trouvèrent le prolétariat international dans de telles conditions d'impréparation théorique et politique, que déjà à Brest-Litovsk les deux courants qui s'affrontèrent ne parvenaient pas à fixer un système de principes, des règles principales pouvant guider toute l'action future de l'Etat prolétarien. Nous avons indiqué que si le courant dirigé par Lénine l'emporta sur celui de la fraction de gauche dirigé par Boukharine, ce n'est pas à la suite d'un choc de conceptions principales opposant la notion du rapport de forces sur l'échelle internationale, duquel devait dépendre la politique et l'action de l'Etat soviétique, à celle de l'intervention de cet Etat dans la lutte de classe mondiale afin d'en précipiter le processus vers une issue révolutionnaire. Il ne s'agissait pas de résoudre principalement les dilemmes : **L'Etat prolétarien dépendance directe du prolétariat international ou bien l'inverse, c'est-à-dire la classe ouvrière des autres pays traînée derrière l'Etat russe; retraite en face d'un capitalisme pouvant encore tenir en bride le prolétariat de son pays, ou bien offensive soviétique pour bouleverser révolutionnairement la situation dans le pays du capitalisme agresseur.** La position de Boukharine se fondait sur la gamme de l'expérience de la révolution de 1793, alors que celle de Lénine, sans toutefois pouvoir se préciser en des limites bien définies, faisait entrevoir les seules conceptions internationalistes sur lesquelles doivent se baser la vie et le développement de l'Etat prolétarien. La « guerre révolutionnaire » correspond parfaitement au programme historique d'une classe qui — fondée sur l'institution d'un privilège de classe — doit enfreindre les barrières d'autres privilèges de classe et favoriser ainsi la formation d'une texture internationale où les contradictions dans le domaine économique, les antagonismes au sein de la clas-

se dominante, pourront s'épanouir et aboutir au contraste plus général opposant les Etats capitalistes ou les constellations de ces derniers. Cette théorie de la « guerre révolutionnaire » ne peut être reprise à son compte par le prolétariat, ne peut être héritée des révolutions bourgeoises, parce que le programme historique de la classe ouvrière réside dans la rupture du mécanisme de domination de classe dans tous les pays et cela ne peut résulter que de la capacité du prolétariat de chaque pays à s'acquitter de sa mission, de la maturation des conditions politiques pour le déclenchement de l'insurrection. Octobre 1917, loin de pouvoir être considéré comme un élément d'exportation dans les autres pays, ne pouvait être qu'un modèle offert aux autres prolétariats, modèle appelé cependant à être continuellement dépassé dans la course incessante qui est la loi des révolutions prolétariennes.

A Brest, c'est l'immaturité de la situation historique qui empêche l'établissement de frontières idéologiques entre les deux fractions du parti bolchévique dont les difficultés cruelles dépendent de l'impossibilité de s'en référer à une expérience historique précédente. Cette justification n'existera plus pour les révolutions futures et la prochaine victoire du prolétariat dans un autre pays ne pourra atteindre son objectif : être un signal de la révolution mondiale qu'à la condition de préparer dès maintenant, par la critique de la révolution russe, le matériel principal devant guider l'action du futur Etat prolétarien. C'est la critique de la Commune qui permit à Marx d'énoncer la nécessité de la fondation de la dictature du prolétariat, et à Lénine ensuite de dresser — dans « l'Etat et la Révolution » — la théorie de l'insurrection en vue de la destruction violente de l'Etat capitaliste. Sans la Commune, ni Marx, ni Lénine, malgré leur génie, n'auraient pu donner ces œuvres théoriques fondamentales ; le prolétariat ne pouvant bâtir que sur le matériel concret des expériences historiques.

Octobre 1917 n'est, en définitive, qu'un signe avant-coureur de la situation révo-

lutionnaire qui devait se déclarer un an plus tard au travers du désarmement des armées impérialistes dans tous les pays à quoi devaient faire suite directement les batailles révolutionnaires de 1919 en Allemagne, Italie, Hongrie, et dans tous les pays en général. Que les années 1917 et 1918 ne soient que des prodromes de la nouvelle situation qui devait se déclarer peu après cela est prouvé par le fait que c'est seulement en mars 1919 que les bolchéviks encouragent la reprise des rapports internationaux (à l'initiative de la gauche de Kienthal) et en septembre 1920 — trois ans après la victoire d'Octobre — nous assisterons, en réalité, à l'établissement du matériel idéologique, politique et organisatoire de la Troisième Internationale. Ce décalage entre 1917 et 1920 s'explique uniquement par le fait que les conditions objectives posées par l'histoire et justifiant la vie de l'Etat prolétarien ne se sont manifestées — dans la réalité internationale — qu'avec un retard considérable.

La fin de la guerre impérialiste ne dépend pas, au fond, du revers des armées allemandes, de l'apport fourni aux alliés par l'intervention américaine, mais c'est Octobre 1917 qui marque la fin du carnage ; les succès militaires de l'un ou de l'autre pays belligérant n'étant que des facteurs accessoires. C'est la catastrophe de l'édifice czariste avec ses conséquences immédiates sur tous les autres fronts où les prolétaires reprennent conscience de leurs intérêts, qui marque la fin de la conflagration : à la guerre ne pouvait s'opposer que la révolution et il est suggestif de remarquer les réflexions concomitantes de Poincaré aussi bien que du kaiser constatant, tous les deux, l'état d'esprit des armées où les phénomènes de révolte se font jour et menacent la continuité de la guerre. Ces phénomènes se vérifient d'ailleurs dans toutes les autres armées et partout c'est le prolétariat qui en est l'artisan. Il est évident que nous n'affirmons pas que faute de ces mouvements révolutionnaires, la guerre aurait duré éternellement, mais nous nous basons sur des éléments historiques et non sur des conjectures abstraites ; nous analysons les événements d'après leur logique qui nous permet de comprendre l'inévitabilité de mouvements révolutionnaires, le déclenchement nouveau de l'antagonisme de classe engen-

dré directement par la parenthèse historique de la guerre où l'antagonisme spécifique au régime capitaliste — celui de la guerre entre les Etats bourgeois — s'était manifesté d'abord, épanché ensuite dans toute son ampleur pour faire place à l'éclosion du contraste de classes qui guide toute l'évolution historique.

Octobre est donc un événement dont la valeur ne peut ressortir que de considérations uniquement **mondiales** ; il est l'expression d'une modification radicale de la situation **internationale** et prendra sa figure historique réelle par l'apparition, en 1919-20, des conditions objectives qui — au point de vue historique — rendaient possible l'institution de la dictature prolétarienne en Russie. A ce propos, il faudra examiner, à nouveau, la thèse qui a été présentée comme étant la justification historique de la victoire prolétarienne en Russie : l'évolution du centrisme favorisé justement par le formidable développement de la technique de production en U.R.S.S., nous permettant de mieux comprendre aujourd'hui ce problème.

Sur la base des énonciations de Marx sur le « développement inégal », Lénine d'abord, mais Trotsky surtout, nous avaient déterminé à considérer que la victoire en Russie trouvait sa justification dans l'état économique arriéré de ce pays, qui en faisait — sur l'échelle mondiale — le chaînon le plus faible du capitalisme et donnait en même temps au prolétariat russe un poids spécifique énormément supérieur : la maille ayant craqué à son point le plus vulnérable. Il nous semble que cette condition objective, bien que de grande importance, n'est pas à la base de la victoire en Russie, et que la loi du « développement inégal » ne peut pas nous faire comprendre l'évolution réelle des situations actuelles. On sait qu'en 1927 Staline s'est justement appuyé sur cette loi pour en conclure que l'inégalité du développement du capitalisme laissait la possibilité à l'Etat soviétique de s'acheminer vers la construction du socialisme en un seul pays. La circonstance de l'inégalité était élevée à l'importance d'une loi, d'une nécessité historique et, dès lors, il devenait possible, et même inévitable, d'encastrier — dans ce mécanisme inégal — le développement d'une économie socialiste pou-

vant s'asseoir dans un milieu capitaliste, ayant même besoin de cet antidote pour pouvoir s'épanouir : la loi de l'inégalité jouant ainsi pleinement. Or, le développement inégal est bien une expression du cours (à première vue accidenté) de l'évolution économique dans les différents pays. Examiné de plus près, ce cours nous apparaît parfaitement logique, car il révèle les conditions de la géographie économique et politique qui ont permis à certains pays d'en devancer d'autres, à cause surtout de la proximité des bassins des échanges (Empire Romain, avec la Méditerranée), industrie extractive (Moyen-âge : France, Angleterre), industriels (Capitalisme : Allemagne). Mais pour pouvoir conclure qu'une circonstance naturelle du développement économique puisse être une loi de ce développement lui-même, il faudrait considérer que la cause déterminant l'évolution historique n'est plus la lutte de classe à chaque instant de la vie d'un régime donné, mais que les différents pays constituent autant d'entités séparées trouvant, dans les circonstances particulières de leur milieu, les bases mêmes de leur vie et de leur développement.

Or, Marx, dans la Préface au « Capital », écrivait : « Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces **lois elles-mêmes, des tendances** qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir ». Et plus loin Marx ajoutait : « Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la **loi naturelle qui préside** à son mouvement — et le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne, — elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir, par des décrets, les phases de son développement naturel ; mais elle peut abrégier la période de la gestation, et adoucir les maux de leur enfantement ». Or donc, la loi n'est nullement la circonstance inégale du développement, mais l'essence même de ce développement et s'il est possible d'abrégier la période de la gestation, il n'est nullement possible de changer la loi elle-même. La société moderne, c'est-à-dire la

société capitaliste, tout comme les autres sociétés qui l'ont précédée, ou comme la société socialiste (la période de transition du capitalisme au communisme) ne peut nullement se subdiviser en autant de pièces (les Etats qui la composent) identiques les unes aux autres, mais elle est la résultante d'un ensemble de sociétés et organisations sociales qui diffèrent non seulement à cause du plus grand perfectionnement industriel de l'une par rapport aux autres, mais aussi par la différence fondamentale des bases sur lesquelles elles vivent et se développent. Dans la théorie marxiste, ainsi que Luxemburg l'a remarqué, le marché pré-capitaliste de la colonie est même une condition nécessaire pour la vie de la société capitaliste dans son ensemble. Beaucoup de charlatans s'évertuent à prendre la situation actuelle pour prouver que les prédictions de Marx auraient été démenties catégoriquement. Marx avait dit que la société tend à se diviser en deux classes opposées et que les classes moyennes périssent vers le prolétariat ; le développement technique balayant toute possibilité de survivance de la petite industrie et faisant régner en maîtres absolus les magnats dirigeant les grands trusts capitalistes. Mais Marx n'a jamais parlé d'une société capitaliste type, n'a jamais surtout imaginé la **réalisation** de ce modèle de société, où d'un côté nous aurions quelques individualités toutes-puissantes détenant en leurs mains la totalité des richesses, et de l'autre côté — sans aucun espace intermédiaire — l'armée des prolétaires tous nu-pieds et livrés au démon bourgeois. Ce que Marx avait en vue c'est la **tendance** de la société capitaliste, et tendance veut dire direction et surtout poids spécifique des différents éléments composant cette société. Or, si on analyse la situation actuelle, on voit bien que la prédiction de Marx s'est pleinement vérifiée : la société actuelle, si elle ne s'oriente pas vers la direction du prolétariat révolutionnaire, est forcée de se tourner directement et uniquement sous l'effet des rouages dont seuls les tout-puissants trusts du capitalisme financier détiennent le gouvernail. D'autre part, si l'évolution perd son axe pour atteindre la nouvelle forme d'organisation socialiste, si le prolétariat — à cause des défaites — cesse d'être le centre moteur des situations,

alors s'ouvrira une situation qui n'aura plus d'issue. Enfin, si la crise économique se croise, ainsi qu'il en est actuellement, avec une crise interne du mécanisme révolutionnaire, toute possibilité disparaît pour résoudre les problèmes économiques qui, ne pouvant plus être dirigés par la seule force sociale capable de les acheminer vers une nouvelle et supérieure forme d'organisation sociale : le prolétariat, resteront insolubles dans les cadres anciens et déferleront leurs effets avec une acuité toujours croissante. Les classes moyennes n'acquièrent pas, grâce à la crise du mouvement prolétarien (qui aboutit actuellement à l'anéantissement de ce dernier par suite de la disparition du parti de classe) une fonction autonome ; seuls, des littérateurs politiques ou des traîtres avérés peuvent considérer que le fascisme — organisation sociale du capitalisme forcé de recourir aux formes les plus avancées et les plus cruelles de sa domination — représente le régime des classes moyennes. Il est vrai que ces mêmes « marxistes » escomptent toujours la chute du fascisme du fait de l'effervescence de ces classes moyennes qui en seraient la base sociale, mais il n'y a ici qu'une des nombreuses contradictions des prétendus fossoyeurs de Marx. Pour considérer qu'actuellement ce sont les classes moyennes qui détiennent le gouvernement des différents pays, il faut tout simplement se baser sur l'aspect extérieur de la réalité et substituer à la loi de l'évolution historique un élément de la manifestation de cette réalité.

Pour ce qui concerne le « développement inégal », nous devons considérer que le type d'une organisation sociale est toujours une notion mondiale se composant non de différents éléments synchronisés, mais d'une hétérogénéité très variée d'éléments. L'économie capitaliste, qui a besoin d'engrenages provenant des anciennes économies, peut même s'accommoder — ainsi que l'expérience récente l'a prouvé — des formes plus évoluées, et permettre ce que Litvinof appelait « la coexistence pacifique des deux régimes capitaliste et socialiste ». Ce n'est pas sur le terrain économique, mais bien politique que nous constaterons les effets du « développement inégal », et c'est surtout en prenant pour base le prolétariat international, et non le prolétariat d'un pays donné, que nous pour-

rons arriver à comprendre la signification de la « maille la plus faible du capitalisme mondial ». C'est donc en partant de considérations opposées à celles qui inspirent en général l'analyse des conditions objectives ayant présidé à la victoire d'Octobre et à l'institution de la dictature du prolétariat, que nous pourrions en même temps projeter les données principielles sur lesquelles aurait dû se baser l'Etat prolétarien et desquelles il s'est, par contre, constamment éloigné pour arriver à la situation actuelle marquée par le double épanouissement du centrisme et du prodigieux renforcement industriel de l'économie soviétique. L'économie industrielle s'étant épanouie, nous aurions donc assisté au renforcement de la mission révolutionnaire du prolétariat russe, alors que, par contre, nous avons dû subir le triomphe du courant contre-révolutionnaire centriste s'incorporant au capitalisme mondial. Nous traiterons par la suite les problèmes économiques : qu'il nous suffise maintenant de remarquer que le programme de l'industrialisation a été repris par Staline de la plate-forme de l'opposition et que Trotsky, en 1923, préconisait le démantèlement des forteresses prolétariennes de Moscou et Leningrad pour transporter ces centres industriels à proximité des bassins des matières premières : l'utilité économique se serait faite aux dépens de la force et de l'efficacité politique du prolétariat.

Le mécanisme de toute révolution est régi par des objectifs de transformation de l'organisation sociale qui ne conduira pas à une synchronisation mondiale mais à la domination de certains Etats fondamentaux sur l'arène internationale. Mais les classes dominantes dans la révolution pourront bénéficier de l'apport de classes opprimées par le régime qui va être détruit et cet apport qu'ont donné, par exemple, les paysans et même les prolétaires à la révolution bourgeoise, d'enthousiaste qu'il était au début du chemin historique de la bourgeoisie, va de plus en plus s'atténuer pour disparaître et se transformer enfin en une opposition irréductible dans la mesure où le capitalisme passe de son rôle de classe révolutionnaire, à celui de classe progressive pour devenir enfin ce qu'il est actuellement : une force fondamentale de la contre-révolution. Le prolétariat, qui fut le

« compagnon de route » dans la révolution de 1789, participe encore, en février 1848, en France et au cours de la même année en Allemagne, Autriche, Italie, aux mouvements dirigés par la bourgeoisie, mais abandonnera cette position politique déjà en juin 1848 en France, et dans les guerres d'indépendance qui conduisirent à la formation des Etats capitalistes en Allemagne et en Italie. En Russie, en 1905 et d'une façon beaucoup plus marquée en 1917, le « compagnon de route » se métamorphose en un facteur historique profondément opposé au capitalisme et voulant appliquer la théorie des bords d'Engels, enlevant à la bourgeoisie la réalisation des objectifs historiques qui lui furent propres. Le développement inégal conduit donc au fait que le contenu « bourgeois » — au point de vue économique — de la révolution russe, par exemple, sera réalisé par le prolétariat qui pourra profiter de ce que le capitalisme, en tant que notion mondiale, est au bout de son rouleau pour installer, sur les transformations industrielles de l'économie, non les principes de la propriété privée, mais les principes opposés de la socialisation des moyens de production.

C'est seulement en prenant pour base l'opposition : capitalisme mondial-prolétariat mondial que nous pourrions comprendre Octobre 1917, l'institution de la dictature du prolétariat, sa dégénérescence ensuite, le centrisme provenant justement de ce rétrécissement dans le cadre national dont parlait Marx contre Lassalle, et du fait que l'antagonisme de classe a été supplanté par celui de l'opposition Etat prolétarien-Etats capitalistes. Tout comme le disait Marx, « il va absolument de soi que, pour lutter d'une façon générale, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que l'intérieur du pays est le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte est nationale, non pas quant à son contenu, mais comme le dit le « Manifeste Communiste » quant à sa forme ». Mais le « cadre de l'Etat national actuel », c'est-à-dire de l'Empire allemand, entre lui-même à son tour économiquement « dans le cadre » du marché universel, politiquement, « dans le cadre » du système des Etats ». (Critique du Programme de Gotha). Le développement inégal est aussi une forme spécifique au

capitalisme et même au socialisme (il disparaîtra seulement dans la forme supérieure du communisme), il n'est pas la loi du développement historique. L'avoir considéré comme une loi, a faussé, dès l'abord, la signification d'Octobre 1917 (dont la seule explication réelle consiste en ce qu'il ne fut nullement l'œuvre du prolétariat russe profitant au « développement inégal », mais l'œuvre du prolétariat international), cela a permis ensuite de bâtir la théorie du socialisme dans un seul pays, a vicié le programme même des oppositions russes et empêche actuellement de saisir la réalité de la situation actuelle. Différents groupes qui se basent sur cette donnée pour expliquer la dégénérescence de l'Etat russe, parce qu'ils se bornent à l'analyse des problèmes économiques en U. R. S. S., s'enlèvent la possibilité de comprendre la position qu'occupe l'Etat prolétarien, les conditions principales auxquelles il doit obéir pour épanouir sa fonction révolutionnaire au point de vue mondial. Le développement inégal au point de vue économique, une fois que nous l'examinons au point de vue international, nous permettra de comprendre que la classe ouvrière parviendra à briser l'édifice capitaliste là où l'état arriéré de l'économie, enlevant toute possibilité de manœuvre à la bourgeoisie, pose impérieusement le problème de la révolution.

A Brest nous avons donc — chez Lénine — deux considérations qui se font jour : l'une internationaliste, faisant dépendre l'acceptation des conditions de l'impérialisme allemand de la situation que traversait à ce moment le prolétariat de ce pays ; l'autre — qui devait ensuite être reprise par les centrismes — de la possibilité de l'Etat russe de louvoyer entre l'Entente et les Empires Centraux faisant ainsi dépendre la position de l'Etat russe non de la position détenue par la classe ouvrière dans les différents pays, mais de la guerre que se faisaient les Etats impérialistes. Au fond, ces deux notions s'opposent radicalement : l'une mesure l'action de l'Etat d'après les rapports de force des classes sur l'échelle internationale, l'autre mesure ces derniers rapports d'après la position qu'occupe l'Etat prolétarien en face des autres Etats capitalistes. Entre 1917 et 1921, c'est la modification de la situation et l'apparition des mouvements révolution-

naires dans les différents pays qui donnent — à l'Etat russe — sa figure réelle d'instrument du prolétariat international, permettant aussi aux bolchéviks de doter cet Etat de la seule arme pouvant accompagner sa vie et son évolution : l'Internationale Communiste. Il est vrai qu'en 1920 la théorie de l'offensive révolutionnaire fait à nouveau son apparition et Lénine devait, par la suite, écrire qu'en 1920 il s'était lui-même trompé, en laissant se poursuivre l'offensive de l'armée rouge en Pologne. Mais, à ce sujet, nous nous sommes déjà expliqués : Lénine, du fait qu'il était dépourvu d'une expérience historique précédente, se trouvait dans l'impossibilité de comprendre la situation dans laquelle il agissait ; le système principal qui, seul, permet la compréhension des situations, n'existait pas et cela parce que faisait défaut un événement similaire, une expérience historique : l'unique atelier où le prolétariat peut forger ses armes théoriques et politiques. Lénine se trouvait donc dans l'impossibilité, d'employer, comme Marx le disait, « les armes de la critique », afin de s'habiller à faire « la critique par les armes », la Commune — dans la période limitée de sa vie — n'avait rien pu donner quant à la gestion de la dictature du prolétariat.

Rien n'est plus suggestif — pour marquer les conditions où les bolchéviks prenaient le pouvoir — que de reprendre la note dont Lénine fit précéder son magistral exposé sur l'Etat et la révolution. Lénine disait « J'avais aussi composé le plan d'un chapitre VII : **Expérience des révolutions russes de 1905 et 1917**, mais, en dehors du titre, je n'ai pas eu le temps d'en écrire une seule ligne » et plus loin : « La rédaction en devra sans doute être remise à beaucoup plus tard ; il est plus utile de faire « l'expérience d'une révolution » que d'écrire sur elle ». Bien sûr, il est plus utile de la faire que d'écrire sur une révolution, mais si Lénine a pu conduire le prolétariat russe en Octobre, c'est parce qu'il a pu comprendre la Commune (d'ailleurs « L'Etat et la Révolution » ne ressort que de l'analyse de cette première expérience) et la condition pour faire les révolutions futures consiste justement dans l'analyse, la compréhension et la critique de la révolution russe.

Entre 1917 et 1921, nous constatons

aussi, dans le domaine intérieur, l'inévitable tâtonnement des bolchéviks lesquels passent des propositions initiales du contrôle de l'industrie, ce qui suppose le maintien des capitalistes soumis à la direction des soviets, à l'expulsion violente de tous les représentants des anciennes classes, dans l'industrie aussi bien qu'à la campagne ; les travailleurs prenant en mains la gestion de toute l'économie. C'est le fouet des événements eux-mêmes qui guide les bolchéviks et les pousse à abandonner le programme économique initial très mitigé des années 1917 et 1918. Le « communisme de guerre » s'instaure sous l'initiative des masses dont l'ardeur révolutionnaire est d'ailleurs puissamment stimulé par la guerre civile. Pendant ces années de guerre civile, nous assistons à la vérification du ce que Lénine appelait le procédé classique du « dépérissement de l'Etat », lorsque par opposition à l'Etat bourgeois oppresseur et en reprenant ce qu'Engels appelait les piliers de cet Etat — l'armée et la bureaucratie — il disait que « du moment que c'est la majorité du peuple elle-même qui écrase ses oppresseurs, plus n'est besoin d'une « force spéciale » d'écrasement. C'est en ce sens que l'Etat commence à dépérir. Au lieu des institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires civils, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut directement remplir les fonctions du pouvoir d'Etat, et plus le peuple lui-même assumera ces fonctions, moins se fera sentir la nécessité de ce pouvoir ! » Ce qui ressort le plus clairement de ces années de guerre civile, c'est que la victoire du prolétariat a été possible malgré l'état de désorganisation où se trouvaient l'armée, et en général l'appareil étatique dans son ensemble. Nous traiterons plus loin de la centralisation et des comités d'usine, mais pour le moment il nous intéresse de marquer que la situation la plus dangereuse au point de vue militaire et l'explosion des plus grandes ressources de la classe ouvrière, se manifestent justement lorsque le pouvoir de l'Etat n'existe pour ainsi dire pas et surtout lorsque ce pouvoir, loin de se séparer des masses, s'incorpore avec ces dernières et apparaît comme un instrument réellement en leur possession qu'il faudra défendre contre un ennemi qui peut bénéficier de l'appui du capitalisme de tous les pays et qui

est, de ce fait, énormément plus fort. La guerre civile, parce qu'elle est une expression directe de la lutte des classes, se résoudra à l'avantage du prolétariat qui, bien que militairement de beaucoup inférieur, peut se prévaloir — en face de l'ennemi — de la position qu'il détient dans le mécanisme productif et, de ce fait, dans le domaine politique. Les mauvais panégyristes de Trotsky nous présentent ce dernier comme le créateur d'une armée rouge pouvant rivaliser avec les armées bourgeoises quant à la solidité de son organisation, à l'esprit de discipline, à l'efficacité de ses cadres. Mais, à part l'erreur historique de l'attribution des victoires prolétariennes au fait de la création de l'armée rouge, celle-ci apparaissant seulement vers la fin de la guerre civile, le grand mérite de Trotsky consiste justement dans le fait qu'aucun des caractères essentiels des armées bourgeoises ne se retrouvait dans l'organisation militaire soviétique s'incorporant non seulement avec les masses ouvrières, mais aussi avec les objectifs de classe de ces dernières.

Les démêlés, en Ukraine, avec Machno, ainsi que, d'ailleurs, le soulèvement de Cronstadt, s'ils se concluent par la victoire bolchévique, sont loin de représenter les moments les meilleurs de la politique soviétique. En effet, dans les deux cas, nous assistons à la première manifestation de cette superposition de l'armée sur les masses, à la présentation d'un de ces caractères de l'Etat « parasitaire » dont Marx parle dans la « Guerre Civile en France ». Le procédé suivant lequel il suffit de déterminer les objectifs politiques d'un groupe adverse pour justifier ensuite la politique que l'on applique (tu es anarchiste donc je t'écrase au nom du communisme), n'est valable que dans la mesure où le parti parvient à comprendre les raisons de ces mouvements pouvant être orientés vers des solutions contre-révolutionnaires par la manœuvre que ne manquera de faire l'ennemi. Une fois établi le motif d'ordre social qui met en branle des couches d'ouvriers ou de paysans, il faudra donner une réponse à ce problème dans un sens qui permette au prolétariat de pénétrer encore plus profondément l'organisme étatique. Les premières victoires frontales obtenues par les bolchéviks (Machno et Cronstadt) à l'égard de groupes agis-

sant au sein du prolétariat, furent réalisées aux dépens de l'essence prolétarienne de l'organisation étatique. Assaillis de mille dangers, les bolchéviks ont cru qu'il fallait procéder à l'écrasement de ces mouvements et considérer que le prolétariat pouvait alors enregistrer des victoires **parce que** la direction des mouvements appartenait aux anarchistes ou bien parce que la bourgeoisie guettait l'occasion pour se représenter à nouveau dans sa lutte contre l'Etat prolétarien. Nous ne voulons pas dire ici que l'attitude bolchévique aurait dû être obligatoirement opposée à celle qui fut appliquée, les éléments de fait nous manquant à ce sujet, mais nous voulons seulement marquer la **tendance** qui s'y affirme et qui devait plus tard se déclarer ouvertement par la dissociation des masses et de l'Etat devenant un organisme subissant de plus en plus des lois qui devaient l'éloigner de la fonction révolutionnaire de l'Etat prolétarien. Cette tendance, ainsi que nous l'avons indiqué, est bien contraire à celle qui imprima toute l'activité de l'Etat Soviétique entre 1918 et 1920 lorsque la formule du Manifeste « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » se réalisait dans les événements où l'initiative des masses était le véritable levier de toute l'activité soviétique.

Dans le domaine économique, pour marquer le reflet des événements qui finirent par emporter les bolchéviks eux-mêmes, il est caractéristique de constater qu'en 1918, dans le chapitre sur le capitalisme d'Etat contenu dans la brochure sur « L'Extrémisme, maladie infantile du Communisme », la direction que Lénine voulait donner au cours économique est bien l'opposée de celle qui se manifesta dans la réalité. Lénine y concevait une dévolution progressive des fonctions économiques à l'Etat alors que pendant les premières années de la révolution, c'est au contraire les organismes locaux qui prenaient en main la direction économique. Nous sommes ici amenés à élucider une question d'un ordre capital, car l'expérience des premières années de la révolution russe pourrait conduire à affirmer que la voie normale de la vie d'un Etat prolétarien consiste dans la décentralisation des organismes économiques aussi bien que politiques et que loin de préconiser la voie de Lénine pour la cen-

tralisation des fonctions économiques et politiques, il faudra, par contre, s'acheminer vers la voie opposée qui conduit à fragmenter ces activités dans la mesure même où cela permet le contrôle et la direction de la part des masses ouvrières. La Commission étatique régissant une branche économique devrait donc faire place à l'assemblée des Comités d'usines composée des délégués de ces formations élémentaires où pourrait s'affirmer pleinement l'initiative ouvrière: au surplus, l'usine formant une cellule économique, leurs délégués pourraient le mieux parvenir à une gestion industrielle vraiment prolétarienne. A ce sujet, « L'Etat et la Révolution », de Lénine, contient une réfutation complète de toutes les thèses des révisionnistes qui voulaient faire découler, surtout de la « Guerre Civile en France », de Marx, l'idée de la décentralisation économique. Mais ce qu'il faut retenir des débuts de la révolution russe, c'est l'intervention ample de la classe ouvrière et non la **forme** que cette intervention dut prendre.

Bernstein s'était appuyé sur les mots « destruction du pouvoir central » pour apparenter la lutte de Marx contre le pouvoir bourgeois avec les idées fédéralistes de Proudhon. Et Lénine, qui fera remarquer qu'Engels veut indiquer par le mot Commune, non point l'autonomie communale, mais le « système des communes », écrit: « Marx, lui, est centraliste, et dans tous les passages cités par lui, on ne trouverait pas la moindre infidélité au centralisme. Il n'y a que les gens imbus d'une « foi superstitieuse » en l'Etat qui peuvent prendre la destruction de la machine bourgeois de l'Etat pour la destruction du centralisme ». D'ailleurs, toute l'œuvre de Marx est là pour nous prouver que la croissante centralisation qui s'opère sous le règne du capitalisme lui-même constitue, en définitive, un argument gigantesque en faveur de la nouvelle organisation communiste et contre le pouvoir de la bourgeoisie devenue — à cause de cette concentration massive de la production — un frein à l'évolution économique ne s'accommodant plus du mode de production basé sur la propriété privée. Le morcellement de la production, pour restituer aux molécules des usines ou du lopin de terre la « liberté de gestion », représenterait un

formidable retour en arrière qui ne correspond nullement avec le programme historique du prolétariat. D'autre part, la diversité même des besoins économiques des différentes parties composant un Etat prolétarien, fait que le Comité d'usine local se trouve dans l'impossibilité de saisir la vision de l'ensemble du territoire dont les nécessités se heurtent très souvent avec les nécessités particulières et contingentes d'une localité donnée. La centralisation permet de régler l'ensemble de la production suivant des considérations à la fois économiques et politiques et, à cette fin, le seul organisme pouvant permettre au prolétariat ou aux groupes de celui-ci de dépasser la vision de la contingence, c'est seulement le parti de classe. Le problème de la nécessité du contrôle continu de la classe ouvrière et de la croissante adaptation des ouvriers dans la gestion de l'industrie et de l'économie, ce problème qui est, en définitive, la clef de la révolution, ne peut être résolu qu'au travers du parti et nullement au travers d'institutions, qui, loin de pousser les ouvriers de l'avant (les comités d'usines) menacent de les faire retourner vers des conceptions localistes s'opposant, d'ailleurs, à toutes les nécessités du développement de la technique de production. L'ouvrier « communiste » est celui qui parvient à situer le problème local dans l'ensemble de la production et non inversement.

La participation effective des ouvriers à la gestion collective, n'est nullement empêchée par la centralisation, mais par le **type bourgeois** de cette centralisation. Ainsi que Lénine le faisait remarquer: « Bernstein, comme tout philistin, se figure le centralisme comme quelque chose qui, venant d'en haut, ne peut être imposé et maintenu que par le fonctionnarisme et le militarisme ». Ce centralisme bourgeois (qui a d'ailleurs pu s'implanter en Russie aussi) ne peut être repris à son compte par le prolétariat qui doit y répondre non par un retour vers les formes de la décentralisation économique balayée pour toujours par le développement technique, ni par des mesures formelles, comme ce serait le cas d'objurgations programmatiques et statutaires contre le bureaucratisme. Ce dernier — produit surtout de l'hétérogénéité de la structure sociale héritée du capitalisme, ne peut être contrecarré et, en définitive, battu

que par l'intervention de facteurs politiques à savoir par la présence des organismes revendicatifs du prolétariat. La discussion au XI^e Congrès du Parti russe sur la question syndicale où l'Opposition Ouvrière fut littéralement écrasée, doit nous conduire à affirmer que même en régime de dictature prolétarienne, puisque, comme nous le verrons par la suite, les phénomènes essentiels de l'économie capitaliste restent debout (et il ne pourrait en être autrement dans la période de transition) le seul vaccin pouvant permettre à l'Etat prolétarien de ne pas évoluer vers l'opportunisme consiste justement dans la possibilité largement ouverte aux masses d'intervenir pour la sauvegarde de leurs intérêts. Loin de vouloir faire, du jour au lendemain, de tous les ouvriers les gérants de l'économie, loin de présenter aux masses ces desseins purement démagogiques, il faudra affirmer carrément que l'ouvrier pouvant atteindre cette position dirigeante est celui qui, devenu membre du parti, peut, du fait de l'appartenance à cette organisation, retirer les données essentielles afin de diriger l'Etat prolétarien vers le chemin de la révolution mondiale. Cela ne signifie nullement que l'ouvrier membre du parti aurait une position économique supérieure à l'égard du sans-parti, car nous savons tous que le communiste préposé au contrôle et à la direction économique et politique ne peut être assimilé aux fonctionnaires administrant l'économie et auxquels l'Etat prolétarien se trouve forcé d'allouer des rétributions supérieures. Pour la masse ouvrière dans son ensemble, il faut sauvegarder son droit d'intervention continu pour la défense de ses intérêts: les bolchéviks, lorsqu'ils prétextèrent du danger de restauration bourgeoise à la suite des mouvements possibles du prolétariat, en arrivèrent ainsi à prescrire le droit de grève et à étatiser en fait les syndicats; ils enlevèrent en réalité à l'Etat soviétique le seul contrôle réel des masses.

Le type de centralisation que le prolétariat doit revendiquer se distingue radicalement du centralisme capitaliste. Celui-ci s'épanche suivant les formulations de la démocratie qui n'est, en définitive, qu'un masque destiné à mettre les ouvriers dans l'impossibilité de comprendre la réalité de leur exploitation. Le type de centralisation que revendiquera le prolétariat est celui qui laisse debout

l'organisme de lutte du prolétariat, le syndicat, au travers duquel les masses viseront à la défense de leurs intérêts. Il est évidemment facile de reprendre des citations copieuses de Marx, Engels et Lénine pour montrer qu'en définitive nos maîtres voyaient le processus du dépérissement de l'Etat au travers d'une extension progressive de son processus de démocratisation. Mais, à plusieurs reprises, nous nous sommes expliqués sur ce sujet et avons indiqué que la partie caduque — parce que de nouvelles situations historiques ont transformé en contre-révolutionnaires les forces démocratiques, progressives du temps de nos maîtres — que cette partie caduque de leur production politique ne consiste nullement dans les principes qu'ils ont élaborés, mais dans les solutions contingentes qu'ils ont préconisées et qui devaient se modifier à cause du changement intervenu dans les nouvelles situations historiques. D'ailleurs, Lénine lui-même, dans « l'Anti-Kautsky », a exprimé des notions radicales et, à notre avis, parfaitement justes, au sujet de la démocratie et Marx, dans la « Critique du Programme de Gotha », prend bien soin de ne pas se lier les mains et dit: « ses revendications (du programme, n.d.r.) ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique connue de tout le monde: suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc ». Et Marx, aussi bien qu'Engels d'ailleurs, dans « l'Origine de la famille », s'il appuie sur la démocratie, c'est « parce que, sous cette dernière forme étatique de la société bourgeoise, se livrera la suprême bataille entre les classes ». Nous savons fort bien que, dans les événements de l'après-guerre, la démocratie s'est révélée être non la condition pour livrer la bataille suprême, mais le dernier rempart où le capitalisme a pu effectuer sa manœuvre pour éviter l'attaque révolutionnaire du prolétariat. Bien évidemment, il était impossible à Marx de prévoir ces situations, mais, dans le domaine des principes, il nous a donné ce qui nous est indispensable et suffisant: les notions de classe valant pour n'importe quelle contingence et pour toute la période de transition vers la société communiste.

Nous examinerons, dans la suite de cette étude, les problèmes de la N.E.P. et ceux de la dictature du parti du prolétariat.

Les Problèmes de la Monnaie

(Suite)

Nous avons vu que s'opposant nettement à la théorie quantitative, la loi marxiste de la circulation monétaire énonçait que la quantité d'or circulant dépendait de la valeur des marchandises. A au contraire, la valeur des billets ne pouvait dépendre que de leur propre quantité en circulation. Tant que cette quantité correspondait à la quantité d'or qui aurait normalement circulé le papier conservait la valeur qui lui était assignée par sa fonction; mais si cette loi de proportion était violée, par conséquent, si la quantité de billets excédait les besoins de la circulation des marchandises, et qu'il y eût « création » de monnaie, résultant d'une cause qui ne fût pas économique, cette masse excessive de billets continuait à ne représenter que la quantité d'or économiquement indispensable. C'est-à-dire que si la masse de billets doublait, chaque unité monétaire papier ne représentait plus qu'une quantité d'or égale à la moitié de la quantité primitive. Avec une circulation d'or, l'or en excédent était simplement retiré de la circulation, au contraire les billets en excès, s'ils ne pouvaient être convertis en or étaient convertis en marchandises; la demande de celles-ci doublait artificiellement et par conséquent les prix doublaient aussi. Il y avait inflation de billets parce que leur émission dépassait les nécessités économiques et s'effectuait dans le vide tout comme si on émettait un chèque sur un compte bancaire où n'existerait pas un centime; avec cette différence cependant que le paiement du chèque serait refusé tandis que le papier-monnaie avait un cours forcé. Une circulation « saine » de billets ne pouvait donc se mouvoir que dans des limites strictement déterminées et cette condition même obligea à leur donner une consécration légale qui ne pouvait être imposée qu'à l'intérieur des frontières nationales.

L'or, comme moyen de circulation prit ainsi deux formes monétaires qui s'opposèrent de plus en plus avec l'évolution même du Capitalisme: l'une, sa forme pure, matérielle qui continuerait à être le seul aspect sous lequel il apparaissait en tant qu'instrument international des échanges et

des paiements (indépendamment d'instruments plus développés comme la lettre de change); l'autre, sa forme papier qui circula à l'intérieur de chaque nation capitaliste où elle put s'identifier avec l'or dans les limites d'une émission normale, tandis que sa valeur internationale se régla par le cours du change.

Depuis 20 ans, on assiste à ce phénomène d'apparence paradoxale que l'or a pratiquement disparu des sphères de circulation intérieure alors que la masse d'or continue à croître considérablement. De 1901 à 1929, la production d'or atteignit plus de la moitié du stock mondial existant à la fin de cette période; on extraya donc en moins de 30 ans à peu près autant d'or qu'au cours de tous les siècles précédents. Pendant la crise mondiale, l'accroissement de la production dépassa encore le rythme de la période d'expansion précédente. Et cependant, l'or a disparu aux yeux du commun des mortels. Pour ne considérer que la France, ployant sous le faix de sa masse d'or équivalente à près de 100 milliards de francs, en 1934, les paiements de la Banque de France s'effectuaient comme suit: 0.2 p.c. en or, 7.8 p.c. en billets, 92 p.c. en chèques virements.

La différenciation qui s'opéra au sein de la circulation monétaire mondiale entre sphère de circulation nationale et sphère de circulation internationale, créa entre les prix intérieurs des marchandises et leurs prix mondiaux, une opposition qui ne put que s'accroître avec le développement du système du crédit et de la monnaie en tant qu'instrument de paiement. Le mécanisme monétaire des échanges se scinda définitivement en deux tronçons lorsqu'éclata la première guerre impérialiste.

**

A côté du système d'émission de billets de banque, première forme de la monnaie de crédit et appelée pour cette raison monnaie fiduciaire, se constitua un mécanisme extrêmement complexe et délicat qui prit son origine dans l'importance grandissante qu'acquies la fonction de la monnaie comme moyen de paiement. Le système du crédit

fut l'instrument répondant aux besoins d'une circulation des marchandises où l'échange à règlement différé devint la forme dominante des échanges; la marchandise devint ainsi une valeur d'usage *avant* de se transformer en monnaie réelle, elle disparut de la circulation avant même d'être payée. C'est seulement à l'échéance fixée que la monnaie apparaissait, non plus comme moyen de circulation mais comme instrument de paiement et encore celui-ci ne se présentait-il le plus souvent que comme capital de prêt.

Cela explique pourquoi au cours de leur développement le système du crédit et le système bancaire agissent réciproquement l'un sur l'autre.

Le Crédit devint un puissant facteur d'accélération de la transformation de l'argent en capital, pendant que la thésaurisation, au lieu de rester un absurde et stérile entassement d'argent devint une féconde accumulation de capital. Le Capitalisme puisa largement dans les « bas de laine » et les trésors privés; l'épargne fut mise à sac et les petits épargnants purent s'en consoler en pensant qu'ils devenaient des « créanciers » tandis que les Capitalistes étaient leurs « débiteurs ».

Le Crédit fut le moteur infernal du développement prodigieux du système de production bourgeoise sous toutes ses formes complexes. « La fonction spécifique du crédit consiste, d'une façon générale, à éliminer le reste de la fixité de tous les rapports capitalistes, à introduire partout la plus grande élasticité possible et à rendre toutes les forces capitalistes au plus haut point extensibles, relatives et sensibles. Il accroît la capacité d'extension de la production et facilite l'échange. Il surmonte les limites de la propriété privée en fondant en un seul capital un grand nombre de capitaux privés. Il accélère l'échange des marchandises, le reflux du capital dans la production, le cycle du processus de la production. Il accroît d'une façon incommensurable la capacité d'extension de la production et constitue la force motrice interne qui la pousse constamment à dépasser les limites du marché » (1).

Et ce ne fut pas une simple coïncidence historique que le parallélisme intime qui s'établit dans le dernier quart du 19^e siècle

(1) Rosa Luxemburg : « Réforme et Révolution ».

entre l'extension du système de crédit et l'expansion impérialiste du capitalisme qui, en épuisant les derniers débouchés extra-capitaliste, porta le marché mondial à ses limites extrêmes.

Le Crédit, par la complexité même de ses fiévreuses et multiples activités, ne pouvait que développer les contrastes du capitalisme en approfondissant l'antagonisme entre le mode de production et le mode d'échange par l'hypertension de l'appareil productif d'un côté et l'extrême sensibilisation du mécanisme des échanges de l'autre; entre le mode de production et le mode d'appropriation en « socialisant » le capital qui s'opposait de plus en plus, par son caractère même au mode d'appropriation individuelle qui continuait à subsister sous forme d'un simple titre de propriété, d'une action ou obligation ne procurant qu'une fraction du profit. Le Crédit accéléra enfin le rythme de concentration et de centralisation des capitaux et des forces productives en quelques mains, par l'expropriation progressive des petits capitalistes.

Le mécanisme du crédit, éparpillé en une multitude de ramifications hypersensibles devait aussi activer prodigieusement le « retour de flamme » provoqué par l'explosion d'une crise économique. Dès que surgissait la débâcle des prix, le crédit fondait comme neige au soleil, se refusait à qui l'appelait, apparaissait là où il était sans emploi, jetait la panique, activait la décomposition générale, accélérât la crise monétaire qui se superposait à la crise générale et précipitait encore davantage la dépréciation des prix : « la marchandise n'a plus de valeurs d'usage, la valeur disparaît devant ce qui en est la forme. Il n'y a qu'un instant, le bourgeois bouffi de vanité et fier de la prospérité déclarait que la monnaie n'est qu'une vaine illusion. La marchandise seule, proclamait-il, est de la monnaie ! La monnaie seule est de la marchandise ! Tel est le cri qui domine maintenant le marché. Comme le cerf altéré brame après la source d'eau vive, l'âme de notre bourgeois appelle à grands cris la monnaie, la seule richesse ».

Le système monétaire reprenait la prépondérance sur le système de crédit et l'or réapparaissait en maître, comme l'unique forme naturelle concrétisant la richesse abstraite.

Et de ce que l'or restait néanmoins invincible, inaccessible, on en concluait qu'il y

avait pénurie de monnaie. La crise monétaire n'était plus le corollaire de la crise économique, mais celle-ci devenait une conséquence de la crise monétaire. Aux « troubles » monétaires, on opposait des « remèdes » monétaires. N'a-t-on pas vu le « marxiste » Blum prétendre récemment que le « désordre » monétaire compliqué et aggrave les effets de la crise mondiale et : « qu'il n'y avait rien d'extraordinaire ni d'absurde à ce qu'on eût tenté de soulager les effets de la crise en remédiant au désordre. »

Comme le ralentissement considérable de la vitesse de circulation de la monnaie dû à la compression massive du volume des échanges avait pour conséquence de refouler de la circulation une quantité considérable de monnaie, on expliquait ce phénomène comme une insuffisance des moyens de circulation. Or, dans la crise, la masse des moyens d'échange pouvait fort bien rester constante ou même augmenter si la vitesse du cours de la monnaie décroissait dans la même proportion ou plus rapidement que le prix, ou bien si la masse des marchandises croissait dans la même proportion ou plus rapidement que la baisse des prix (par l'accumulation des stocks, par exemple).

D'un autre côté, on tentait d'expliquer la baisse générale des prix par la valorisation de l'or, l'augmentation « excessive » de son pouvoir d'achat, accusation qui se généralisa au cours de la crise mondiale.

Quant à présenter la baisse catastrophique des prix comme n'étant que l'expression d'une contradiction fondamentale de la production capitaliste, comme étant la preuve expérimentale qu'il avait été produit « trop » de marchandises par rapport à une base trop étroite de répartition, la Bourgeoisie et ses valets social-démocrates préféraient ne pas y penser.

En prétendant que la baisse générale des prix provenait d'une hausse dans la valeur relative de l'or, on pouvait tout aussi bien dire, comme le soulignait Engels, avec ironie « que la hausse et la baisse périodiques des prix proviennent de leur hausse et de leur baisse périodique » !!!

Mais ce que visait essentiellement l'accusation jetée à l'or, c'était l'avantage conféré par la baisse prolongée et ininterrompue des prix, aux « créanciers » dont nous parlions plus haut, c'est-à-dire à la masse des épargnants tout aussi bien qu'aux détenteurs de billets.

M. Delaisi, le fabricant de plans, venant à la rescousse du Capitalisme en détresse, affirma « que ce qui était démontré aujourd'hui par l'expérience, c'était l'extrême variabilité du poids d'or que l'on obtenait à quelques années de distance pour une même quantité de marchandises ». On pouvait rétorquer à M. Delaisi que s'il y avait variabilité de la valeur de l'or, ce devait être plutôt dans le sens de la baisse de cette valeur, car très probablement le coût de production de l'or avait dû plutôt tendre à diminuer et par conséquent son pouvoir d'achat décroître et non augmenter, avec, comme résultat (difficile à vérifier, d'ailleurs), de freiner la baisse des prix.

Ce fut le même phénomène qui, à la fin du 19^e siècle eut pour effet de ralentir le rythme de baisse des prix résultant de l'accroissement de la productivité du travail et par conséquent de ralentir également la chute du taux de profit.

**

La première guerre impérialiste de 1914-1918 opéra un « assainissement » gigantesque de l'économie capitaliste, engorgée d'énormes excédents de capitaux accumulés au cours de son expansion impérialiste et coloniale. Au marché mondial saturé de marchandises se substitua le marché insatiable de la guerre où se consumèrent en masse des moyens de production et des forces de travail, du travail mort et du travail vivant. A une reproduction progressive, élargie, à une consommation productive, succédèrent une production régressive et restreinte et une consommation destructive. Le capitalisme dévora sa propre substance. Non seulement les destructions et les dépenses de la guerre engloutirent la moitié des richesses totales possédées en 1914 par les Etats participants, mais la tension de l'appareil économique en vue de la production de guerre réduisit aussi les revenus nationaux de près de 40 p.c.; mais encore 50 p.c. de ces revenus appauvris furent-ils consacrés, sous forme d'impôts, au financement de près du tiers des dépenses totales, comprimant ainsi le niveau de vie des masses non combattantes au strict minimum physiologique. Les deux autres tiers des dépenses furent prélevés sur le capital social existant; les richesses, ainsi définitivement consommées, furent remplacées par un capital fictif qui prit deux formes essentielles : le papier-monnaie et le titre à emprunt.

Bien qu'on eût détruit la moitié du capital social, on dut encore engager le capital à produire, le travail futur. C'est ainsi qu'en 1920 les deux tiers des richesses ayant survécu à la tourmente étaient hypothéqués par les dettes d'Etat. Par rapport à 1914, les billets en circulation et les titres d'emprunts avaient décuplé.

La capacité d'achat du marché de la guerre,

ce fut donc l'Etat bourgeois qui la « créa » en drainant systématiquement l'épargne et en comprimant le fonds de consommation au moyen de l'impôt. Si les formes de cette vaste concentration des richesses en vue de leur destruction différèrent suivant les nations, en dernière analyse, l'Etat totalitaire, symbolisant chacun des impérialismes, ne fit que soustraire à la circulation les marchandises indispensables à la réalisation de ses buts spécifiques et en leur substituant des promesses écrites de restitution qui sauvegardaient nominalement le principe de la propriété privée, tout en dissimulant la définitive expropriation réalisée au détriment des créanciers d'Etat et des détenteurs de billets, au profit exclusif du capital impérialiste.

Sauf aux Etats-Unis, l'or disparut pratiquement de la circulation dès le début de la guerre, en même temps que fut suspendue la convertibilité en or des signes monétaires. Le capitalisme, en limitant ses émissions de billets, put cependant écarter toute inflation qui eût affaibli ses forces en créant le désordre économique. Il préféra recourir à l'inflation de crédit dont les effets sur la vie économique offraient moins de danger.

En général, le processus de financement se déroula comme ceci : l'Etat, pour se procurer l'argent nécessaire, faisait des ponctions successives sur l'économie, au moyen d'émissions d'emprunts à court terme qui, par la suite, étaient convertis « consolidés » en emprunts à long terme. L'Angleterre et la France eurent encore la possibilité de recourir aux crédits qui ne manqueraient pas de leur offrir les Etats-Unis. Le gouvernement anglais put placer ses Bons du Trésor avec le concours des Banques ouvrant aux particuliers des crédits consacrés à la souscription. Le gouvernement français couvrit ses besoins, d'une part, au moyen d'avances faites par la Banque de France ; en réalité la Banque n'avancait rien, mais créait de la monnaie pour le compte de l'Etat ; la Banque, en portant à son actif sa créance sur l'Etat, lui faisait jouer le rôle de couverture des billets émis en lieu et place de l'or et des valeurs or qu'elle eût possédées si ces émissions eussent été la contre-partie d'une transaction économique. D'autre part, l'Etat procéda à des émissions massives de Bons dits « de la Défense Nationale », remboursables à court terme et dont la circulation revêtit un caractère monétaire.

Aux Etats-Unis, qui n'entrèrent dans la guerre qu'après en avoir drainé les profits, l'or continua à circuler et les émissions monétaires nouvelles nécessitées par l'intervention militaire, restèrent fortement gagées sur l'or, dont les réserves quadruplèrent de 1913 à 1918. De même qu'en Angleterre, les emprunts furent souscrits au moyen d'avances bancaires faites à la population.

En Allemagne, aucun recours aux crédits extérieurs ne fut possible et c'est le fonds national qui dut pourvoir intégralement aux besoins financiers. En 1918, la circulation monétaire, triple de celle de 1914, était gagée essentiellement

par des fonds d'Etat, et les dépenses de guerre, réglées exclusivement par voie d'emprunts intérieurs, atteignaient, à cette date, les deux tiers du capital total existant en 1914.

**

Les problèmes monétaires que le capitalisme régressif eut à résoudre après la guerre doivent être examinés en les rapportant aux phases de son évolution économique et politique. L'inflation accompagna les bouillonnements révolutionnaires surgis du carnage ; l'assainissement monétaire se juxtaposait à l'équilibre relatif que le système capitaliste recouvra lorsque la vague prolétarienne eût reflué ; enfin, la politique interventionniste dans le domaine monétaire répondit à la nécessité pour le capitalisme de se survivre historiquement.

Dès le début de 1919 s'ouvrit une courte phase d'expansion fictive dont le caractère spéculatif se décéla au fait que la hausse rapide des prix n'entraîna nullement un accroissement correspondant de la production. Elle dut de prolonger la « prospérité » de guerre au fait qu'il fallut substituer une production de « paix » à la production de guerre, afin de pouvoir assurer les premiers besoins urgents de marchandises de consommation. Politiquement, cette reprise économique, en réintégrant dans la sphère productive le flot des démobilisés, contribua aux défaites ouvrières. Elle fut accélérée encore sous l'impulsion d'un accroissement continu de papier monnaie et de capitaux fictifs répondant aux besoins urgents surgis de la liquidation de la guerre. Tout en soutenant la bourgeoisie internationale, elle n'en poursuivait pas moins la destruction du capital européen en même temps qu'elle accentua la décomposition des factices mécanismes monétaires édifiés au sein des économies de guerre. Le potentiel d'inflation accumulé et comprimé par l'appareil étatique pendant la guerre, se transforma en une force destructive menaçant toute l'économie capitaliste. De même que dans le passé, l'inflation fut contemporaine de grands bouleversements sociaux, de même le désordre inflationniste qui se développa après la première guerre mondiale, révéla la température élevée du climat social de cette époque. Mais si, pour établir un parallèle, on se souvenait de la grande expérience inflationniste vécue par la Révolution française, il importait cependant de ne pas oublier que l'assignat, aux mains de la bourgeoisie en tant que classe révolutionnaire, fut bien plus une arme politique dirigée contre une classe retardataire qu'un instrument financier ; la création de l'assignat accéléra la vente des biens du clergé et la rendit irrévocable, car, comme l'avoua un des protagonistes de l'époque : « il s'agissait d'ôter toute espérance aux ennemis de la Révolution et de les enchaîner au nouvel ordre par leur propre intérêt ». Ainsi, dans une certaine mesure, l'inflation joua un rôle progressif et révolutionnaire.

Le contraire se vérifia en 1918, lorsque cette même bourgeoisie, de classe révolutionnaire, fut devenue une classe rétrograde qui avait achevé

sa tâche historique ; elle ne recouvra un certain équilibre politique et économique qui contribua à la conservation de son pouvoir que parce que, cette fois, l'inflation fut l'arme dont elle put se servir contre la seule classe révolutionnaire appelée à lui succéder et qu'elle affaiblit et démoralisa le prolétariat.

Une remarque fondamentale s'impose encore pour ce qui concerne le déroulement même de cette inflation. D'un côté, les impérialismes vainqueurs, profiteurs du Traité de Versailles, eurent la possibilité d'endiguer la vague inflationniste, d'éviter la destruction de leur système monétaire qui put être redressé et assaini, soit par une déflation de la circulation fiduciaire, comme aux Etats-Unis et en Angleterre, soit par une consécration légale de la dépréciation monétaire, comme en France, en Belgique et en Italie.

Par contre, les pays vaincus de l'Europe Centrale ne purent maîtriser les forces désagréatrices que la planche à billets avait mises en action et ils n'empêchèrent l'effondrement de leur économie que par une banqueroute monétaire et la création d'une nouvelle monnaie.

Au milieu du désordre monétaire, le dollar apparut comme la seule valeur stable, le symbole puissant du prestige du capitalisme américain en tant que créancier mondial ; sa valeur intrinsèque, basée sur l'or, contrecarra les effets de l'inflation de crédit qui résulta de l'expansion économique de guerre.

Quant à l'impérialisme anglais, il eut à lutter contre la dépréciation de la Livre, entravant le libre jeu du mécanisme qui lui assurait le contrôle des échanges mondiaux ; en outre, sa dépendance de débiteur des Etats-Unis ne fit qu'accroître les difficultés de sa lutte. C'est ainsi que, dès la fin de la guerre, New-York coupa tous crédits, contraignant l'Angleterre à régler désormais ses achats au comptant, ce qui ne fit qu'accentuer la baisse de la Livre. Il s'agissait cependant de rétablir au plus vite le crédit et le prestige de la place de Londres, et le capital bancaire s'orienta, sans tarder, vers une politique de déflation monétaire et de baisse des prix que facilita la crise économique de 1921. Mais une Livre « revalorisée », si elle rétablissait les profits bancaires, déforçait les capacités de lutte du capital industriel et celui-ci dut se résoudre à comprimer ses prix de revient. Le prolétariat perdit les augmentations de salaires obtenues en 1919 et son niveau de vie se trouva rapidement ramené à celui de 1913, outre qu'il se laissa imposer un régime de rationalisation du travail.

D'autre part, le capital bancaire, pour vaincre la concurrence croissante du capital américain sur le marché financier, décida de stabiliser la Livre, en même temps qu'il se résolut à consolider sa dette américaine. Et ainsi, au début de 1925, Londres avait reconquis son support doré avec l'appui des chefs des Trade-Unions qui payaient, de la trahison de la grève générale et de la défaite des mineurs, le rétablissement du prestige financier de l'impérialisme anglais.

En France, jusqu'à la fin de 1918, le change

du franc français avait pu être soutenu grâce aux crédits anglais et américains. Cependant, les déficits s'accumulaient, au son du refrain optimiste : « Le Boche paiera ». En 1920, les charges militaires et les intérêts d'emprunts équivalaient à 115 p.c. des recettes totales du budget. Les émissions à court terme se succédaient ; les Bons de la Défense Nationale, d'une extrême mobilité et aisément remboursables, représentaient une menace permanente d'inflation. La crise économique incita l'Etat à amorcer une déflation de ses dettes qui resta confiner dans le domaine étroit des petits artifices comptables : une consolidation de Bons de la Défense en emprunts à long terme, donnera, par exemple, lieu à de nouvelles émissions de Bons qui absorbaient les capitaux libérés par la crise et servaient à « rembourser » les avances de la Banque de France.

Cela alla jusqu'à la reprise économique qui provoqua le remboursement massif des Bons et rouvrit la vanne des avances bancaires tout en accélérant le fonctionnement de la planche à billets, jusqu'à ce que, en 1925, la dette totale de l'Etat finit par atteindre près de 300 milliards de francs et la circulation des billets, huit fois celle de 1914. L'indice des prix était monté à 646 et à l'extérieur la dépréciation du franc se précipitait. 1926 fut l'année cruciale : gouffre budgétaire, fuite des capitaux, déficit croissant de la balance des comptes, succession de huit ministres à la direction des Finances. Le « sauveur » Poincaré tenta une revalorisation du franc, mais il se buta au problème des prix dont la chute minait l'économie. Il dut se résoudre à une stabilisation de fait du « franc à 4 sous » qui favorisa un afflux d'or et de devises étrangères et permit, en 1928, de procéder à la stabilisation légale, consacrant la dépréciation du franc dont le contenu or était ramené à 1/5 de celui de 1914.

**

Ce fut en Allemagne que l'inflation se développa jusqu'à ébranler les fondements de l'édifice économique.

Dans la période de liquidation de la guerre, la bourgeoisie allemande, loin de pouvoir s'engager dans une voie qui l'eût conduite vers un assainissement progressif de son économie, dut continuer à recourir aux expédients de guerre, mais sous une forme développée et incontrôlée. Au lieu de pouvoir bénéficier, en vue d'un redressement financier, de l'appui duc capital étranger, elle se vit imposer par celui-ci le joug du vainqueur. Les tributs du Traité de Versailles prélevèrent sur l'économie allemande la substance qui étonna les édifices chancelants des pays victorieux. Cette perte de richesses matérielle ne pouvait être comblée, tout comme les destructions de guerre, que par du papier ne représentant que sa « propre » valeur. Par ponctions incessantes opérées sur l'épargne, la dette dite « publique » hypothéqua jusqu'à quatre fois le capital total de la nation.

A la recherche d'un équilibre budgétaire qui se dérobaient sans cesse, l'Etat accéléra le fonc-

tionnement de la planche à billets. Ses besoins financiers s'accroissent dans la mesure où les recettes se dépréciaient sous l'action spécifique des phénomènes inflationnistes. Au milieu de 1923, la proportion des recettes budgétaires par rapport aux dépenses était tombée à moins de 2 p.c. L'accroissement astronomique des marks-papier et la vitesse vertigineuse de leur circulation se voyaient dépasser sans cesse par le rythme plus vertigineux encore de la hausse des prix. Le marché anticipait tellement prodigieusement la dépréciation monétaire, que la masse des signes monétaires restait constamment en deçà des besoins insatiables de la circulation. La sarabande fantasmagorique des prix emporta finalement dans son tourbillon la notion même de valeur. Dans la dernière phase de cette période de désagrégation économique, on vit l'indice des prix papier monter de 2,054 en janvier 1923 à 3 millions en octobre, tandis qu'en quatre mois, l'indice des prix-or doublait.

Il était bien évident, par contre, que pour le capitalisme, la notion de valeur ne s'était nullement obscurcie. La bourgeoisie industrielle, détentrice des marchandises, loin d'avoir perdu la moindre parcelle de ses richesses avait, au contraire, pu accroître celles-ci. Certes, en rejetant sur le prolétariat et la petite bourgeoisie la charge des frais de la guerre et de l'après-guerre, elle avait considérablement rétréci le pouvoir d'achat du marché intérieur, que l'inflation limitait d'avantage. Mais la chute de la production, qui en était résultée, s'était vérifiée aussi (avec moins d'acuité) dans les économies des pays victorieux. Par contre, la poussée inflationniste offrait à l'industrie allemande des possibilités compensatrices sur le marché extérieur. La « prime » de change résultant de la dépréciation du mark lui permettait d'exporter à des prix qui, exprimés en or, atteignaient à peine le coût mondial de production, ce qui signifiait qu'une fraction du capital national était aliéné au profit du capital étranger, mais nullement au détriment du propre fonds de la bourgeoisie allemande ; l'inflation lui assura, au contraire, la rentabilité de ses capitaux, car nulle crise économique n'aurait pu opérer au sein de la sphère productive un « assainissement » semblable à celui que ce processus inflationniste y apporta. En tant qu'expropriateur brutal de tous les détenteurs de créances fixées en marks, l'inflation accéléra la mise en valeur du capital ; elle l'alléga de ses charges fixes par une extinction progressive des dettes obligataires (dans la dernière période, elles s'amortissaient à raison de 50 p.c. par mois) ; elle réduisit la part du capital consacrée à l'achat de la force de travail dont le « prix » s'éloigna de plus en plus de sa valeur, c'est-à-dire du prix des produits nécessaires à sa reproduction. C'est ainsi que le pouvoir d'achat des métallurgistes (catégorie bien payée) représentait, en mai 1923, 15 p. c. de celui d'avant-guerre. Un pain qui, le 3 novembre 1923, coûtait 25 milliards de marks, valait deux jours plus tard 140 milliards de marks.

L'Allemagne exportait sa substance, disait-on.

Oui, mais cette substance était faite de la chair du prolétariat et de la petite bourgeoisie. C'était le travail vivant et le travail « épargné » qui se vendaient au rabais, par les exportations et les prestations en nature. Par contre, la bourgeoisie échappait à toute dépréciation de ses richesses, soit en accumulant des devises étrangères, ou en exportant ses capitaux, soit en rachetant à bas prix le patrimoine national ; l'inflation paracheva le développement des Konzern et accéléra le processus de centralisation économique autour du capital financier.

La désagrégation du mécanisme de la circulation pouvait cependant, en fin de compte, entraîner la décomposition de la sphère productive elle-même et la bourgeoisie pouvait être débordée, comme l'apprenti sorcier, par les forces qu'elle avait, si pas déchaînées, au moins laissées s'épanouir dans un sens favorable à la consolidation de sa puissance.

L'occupation de la Ruhr, en janvier 1923, n'avait fait qu'ébranler davantage l'économie allemande en la coupant de ses bases vitales. Le développement du chômage et l'accroissement des charges budgétaires, en aggravant le désordre économique et la virulence de l'inflation, élevaient dangereusement la température sociale. Certes, avec l'organisation de la résistance « passive », la bourgeoisie avait trouvé dans la Ruhr le dérivatif lui permettant de canaliser les luttes ouvrières et, comme le constata Painlevé, « de souder ensemble, de l'autre côté du Rhin, la population ouvrière et les grands féodaux de l'industrie, ses oppresseurs ». Mais dans le pays non occupé, certains symptômes — comme la grève générale en août 1923 amenant la chute du cabinet Cuno, marquaient clairement que la classe ouvrière qui, dans la tourmente inflationniste, avait perdu « ses réformes », y avait aussi laissé ses illusions et était résolue à passer à la lutte ouverte contre le pouvoir. La déclaration de Stresemann, successeur de Cuno : « qu'il dirigeait le dernier gouvernement bourgeois » (où participaient des socialistes), laissait nettement percer l'inquiétude de la bourgeoisie. Pour celle-ci, un tournant dans sa politique économique s'imposait. La défaite prolétarienne d'octobre, à Hambourg, qui fut le produit de l'opportunisme rongé déjà l'appareil dirigeant du P. C. allemand, permit à ce tournant capitaliste de s'opérer dans les meilleures conditions.

En mettant fin à la résistance passive dans la Ruhr, le gouvernement, armé de pleins pouvoirs, put amorcer une première tentative de stabilisation monétaire, par la création du Rentenmark-or, émis par la Reichsbank et qui fut gagé sur l'ensemble des propriétés agricoles et industrielle. Mais la coexistence de cette nouvelle monnaie-or avec le flot immense des marks-papier, qui continuaient à circuler, ne pouvait résoudre le problème, bien que l'Etat eût cessé ses émissions et qu'une massive « déflation » budgétaire eût provoqué le fait paradoxal d'un tiers des fonctionnaires. Et, licenciement d'un milliard de marks, valait deux jours plus tard 140 milliards de marks.

L'Allemagne exportait sa substance, disait-on.

qu'avaient atteint les prix, et les faibles moyens dont disposaient la Reichsbank et la Rentenbank ne purent y suppléer.

L'économie allemande s'avérant incapable d'opérer un redressement par ses forces propres, la bourgeoisie, qui avait liquidé sa politique d'obstruction dans la Ruhr et écarté la menace prolétarienne, put obtenir l'appui du capital international pour le rétablissement de son économie et la reconstruction de son mécanisme monétaire.

Une première intervention étrangère dans la fondation de la Golddiskontobank, se révéla insuffisante et la stabilisation ne devint définitive que lorsque le Comité des Experts de Paris eut patronné un emprunt international de 800 millions de marks-or. L'échange d'un mark-or contre un trillion de marks-papier (1,000 milliards) consacra la ruine des porteurs de Rentes d'Etat par l'amortissement de la Dette Publique à raison de 97,5 p.c. de sa valeur nominale, tandis que les autres créances furent amorties de plus des trois quarts. Le gigantesque transfert de richesses au profit du grand capital était consommé ; mais en y coopérant, le capitalisme mondial avait, en même temps, émoussé la concurrence allemande en lui supprimant sa « prime » à l'exportation. A l'intérieur, la faiblesse du fonds de roulement de l'industrie entrava la « reprise » économique, et l'Allemagne n'entra dans une période de consolidation relative que lorsqu'elle s'offrit comme débouché aux immenses capitaux d'attente anglais, américains et français dont

l'afflux hâta la maturation des contrastes spécifiques du capitalisme allemand et précipita son évolution vers le fascisme.

En résumé, la crise économique de 1921-1922 fut suivie d'une période de raffermissement du capitalisme mondial, de récupération de ses forces politiques et économiques, de stabilisation temporaire, qui se refléta dans la reconstruction ou l'assainissement des systèmes monétaires nationaux. Mais nulle part, la restauration de l'étalon-or ne s'effectua suivant les modalités anciennes et, comme le constata un économiste bourgeois : « il n'a été jugé ni désirable ni nécessaire que l'or fût remis en circulation à l'intérieur du pays. On a estimé que, pour rétablir le régime monétaire sur la base de l'or, il suffisait que l'unité monétaire nationale représentée par du papier, fut constamment convertible en une quantité d'or déterminée, mais seulement pour les besoins des règlements à l'étranger ».

Ce nouveau statut monétaire s'incorpora organiquement au système capitaliste et ainsi se trouva consacrée la mission déjà ébauchée avant la guerre mondiale entre la circulation intérieure et la circulation extérieure.

Cette dualité devait acquérir une importance capitale lorsque la crise mondiale ouvrit la troisième des phases essentielles de la période d'après-guerre, celle au cours de laquelle la société capitaliste devait tenter de s'adapter au stade déperissant de son évolution.

(A suivre)

MITCHELL.

Les fondements de la production et de la distribution communistes

Tel est le titre d'un petit volume dont le Groupe des Communistes Internationalistes hollandais vient d'assurer une deuxième édition revue et développée.

Les Groupes des Communistes Intern. descendent du courant du communisme « ouvrier » qui se développa au sein du Parti Communiste Allemand au cours des premières années d'existence de la Troisième Internationale et dont les Hollandais H. Gorter (défunt) et A. Pannekoek furent les théoriciens les plus marquants. Les groupes représentant ce courant semblent avoir tiré les déductions les plus osées des critiques élevées jadis contre la théorie du parti révolutionnaire telle qu'elle fut défendue sous la prédominance de l'idéologie bolchévique, dans l'I. C. Au parti révolutionnaire, forme d'organisation empruntée à la bourgeoisie, les communistes internationalistes hollandais opposent les conseils d'ouvriers. Le moins qu'on puisse dire de

cette théorie, c'est qu'elle laisse subsister pas mal d'obscurité.

Mais le grand intérêt de l'ouvrage en question ne se rattache pas à cette théorie, elle n'intervient que subsidiairement en tout cas. Le but poursuivi est la recherche des principes fondamentaux sur lesquelles doivent être assises la production et la consommation une fois que les travailleurs se seront emparés des moyens de production et lorsqu'ils s'efforceront de les mettre en action, non pour des exploités, mais pour le compte de la communauté. Le problème est repris dès son origine, c'est-à-dire depuis que les socialistes, pour les besoins de la lutte pour le socialisme, se sont préoccupés d'y apporter une solution. Tout naturellement, l'analyse critique de l'expérience russe y occupe une place prépondérante.

Il est possible que pareil effort appelle sur les lèvres de certains un signe de com-

misération à l'adresse des auteurs de cette entreprise. Ne paraît-il pas vain, en effet, de se torturer les méninges à propos des règles sociales que les travailleurs auront à faire respecter, une fois la révolution accomplie, alors que les travailleurs ne marchent nullement à la lutte finale, mais cèdent pas à pas le terrain conquis devant la réaction triomphante ? D'autre part, tout n'a-t-il pas été dit à ce sujet par les Congrès de l'I. C. ? Ne convient-il pas de préférer à de telles savantasseries, la recherche de moyens susceptibles de pouvoir déterminer un arrêt dans le mouvement de retraite du prolétariat ? Bien sûr, à ceux pour qui toute la science de la révolution consiste à discerner toute la gamme des manœuvres à faire accomplir par les masses, l'entreprise doit apparaître particulièrement oiseuse. Mais à ceux qui considèrent que la précision des buts de la lutte est une des fonctions essentielles de tout mouvement d'émancipation et que les formes de cette lutte, son mécanisme et les lois qui la régissent, ne peuvent être mis complètement à jour que dans la mesure ou se précisent les buts finaux à atteindre, en d'autres termes, que les lois de la révolution se dégagent de plus en plus nettement selon que la conscience des travailleurs grandit, — pour ceux-là l'effort théorique pour définir exactement ce que sera la dictature du prolétariat apparaît comme une tâche d'une primordiale nécessité.

Nous essayerons, dans un deuxième article de formuler une appréciation sur la méthode d'exposition et les solutions apportées.

LE POINT DE DEPART DES PRINCIPES DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION COMMUNISTES.

La cause de l'exploitation des travailleurs dans le régime capitaliste réside dans le fait que le travailleur se trouve séparé des moyens de production. D'une part, nous avons les moyens de production, propriété des capitalistes, d'autre part, le travailleur disposant de sa force travail, mais qui ne peut affecter directement cette force travail à des fins productives; pour le faire il est forcé de vendre, cette force travail (pour un salaire) au détenteur des moyens de production, au capitaliste. Disposant des moyens de production, le capitaliste disposera aussi du résultat de l'effort productif du travailleur, à qui il ne retournera com-

me prix de son travail, qu'une partie seulement du résultat de son effort, gardant pour lui le reste. C'est donc parce que les moyens de production (outils, machines, usines, etc.) se trouvent en d'autres mains que celles qui sont appelées à les mettre en œuvre, c'est donc là la cause déterminante de l'assujettissement économique de la classe ouvrière et qui fait que, en dépit de l'égalité politique si souvent proclamée, elle reste une classe sans droits, exploitée, dominée.

Pour émanciper la classe ouvrière, il faut donc lever cette séparation entre le travail et les moyens de production. Il faut remettre les moyens de production entre les mains de ceux qui les actionnent, les travailleurs. Les moyens de production doivent donc devenir la propriété collective des travailleurs. Cependant il convient de remarquer immédiatement que « le régime » de propriété collective des moyens de production qui ne garantirait pas aux masses le droit de disposer de ces moyens, manquerait complètement son but ».

Ce n'est que le moyen pour permettre aux travailleurs de disposer des moyens de production et par là du produit du travail collectif. Il est nécessaire d'appuyer sur ce fait. Une erreur assez répandue consiste à croire que l'abolition de la propriété privée des moyens de production doit automatiquement amener la disparition de toute exploitation pour le prolétariat. Il n'en est pas ainsi. Pour que l'exploitation soit abolie, il faut que la mise en communauté des moyens de production accorde aux travailleurs le droit de disposer de ces moyens et par là de disposer des résultats du travail. C'est alors seulement qu'il est possible de parler de la disparition du salariat. La condition essentielle pour disposer en commun de l'appareil de production, c'est de faire se dérouler la production sous le régime de la propriété collective, selon des normes générales applicables à toute forme d'activité sociale. C'est alors seulement qu'il est possible d'agir et de décider en commun. C'est seulement de cette façon qu'il est possible de jeter les bases de l'« Association des producteurs libres et égaux ». Une telle révolution ne peut être

accomplie que par la classe ouvrière organisée sur la base des organisations d'entreprises et des conseils d'ouvriers.

COMMENT LA SOCIAL-DEMOCRATIE « REVISE » LE MARXISME

Le marxisme voit la socialisation du travail dans le fait que la « production de marchandises » est devenue la forme de production la plus répandue. Le nombre de producteurs (aussi dans l'agriculture) travaillant pour le marché s'accroît toujours davantage. Chacun produit des marchandises qu'il ne consomme pas lui-même. On travaille donc non pour soi, mais pour autrui, ou pour mieux dire, on travaille pour la société. C'est dans ce sens que le capitalisme rend la société « mûre » pour le socialisme.

La social-démocratie (et les Comm. Internat. hollandais considèrent les bolchéviques comme un tronçon radical de la social-démocratie) a vu dans le développement des trusts, des cartels et des syndicats de production capitaliste, le fait essentiel de la socialisation de la production. En réalité, ce ne sont là que les formes qu'a prise l'organisation de la production capitaliste. La social-démocratie confondait deux choses essentiellement différentes : le développement de la production qui transformait le travail des différents producteurs, jadis indépendants, en du travail social et, deuxièmement, les formes d'organisation capitaliste de cette production. Toujours est-il que cette confusion devait se refléter dans la façon dont la social-démocratie concevait la production communiste. Le trust vertical devenait la forme idéale de cette production. Lénine s'exprimait ainsi : « L'économie entière organisée sur le modèle de la poste... telle est notre première tâche ». (Etat et Révolution). Il se rencontrait en ce point avec Parvus, Hilferding et d'autres qui concevaient la production socialiste comme le résultat final du mouvement poussant à la trustification générale à laquelle il aurait suffi d'arracher la direction capitaliste et d'y substituer une direction socialiste — ce qu'on considérait qui devait s'accomplir en plaçant la production trustifiée sous le contrôle de l'Etat

démocratique socialiste, — pour la transformer en un organisme travaillant pour le compte de la collectivité.

Quoique Marx ne se soit pas attardé à dépeindre l'organisation de la production communiste, on sait qu'il concevait la réglementation de la production « non comme une fonction de l'Etat, mais comme devant se réaliser par la liaison entre les associations libres de la société socialiste ». Le réformiste Cunow pensait que c'était là un emprunt fait par Marx aux courants anarcho-libéraux de son temps. Selon Marx la gestion de la production et de la réglementation étaient dévolues aux producteurs et consommateurs eux-mêmes (sans passer par l'intermédiaire de l'Etat). C'était d'ailleurs à ce point de vue que se plaça la social-démocratie allemande vers 1880-90. Ce n'est que plus tard, vers 1900, sous l'impulsion de la lutte pour les réformes, que ce point de vue fut modifié et que la « nationalisation » des moyens de production figura au programme socialiste.

La révolution russe se déroula aussi selon le schéma de la « nationalisation » par l'Etat. Les entreprises furent classées en entreprises « mûres » pour la nationalisation et « non mûres ». En 1917, les travailleurs, sans se soucier le moins du monde de cette classification commencèrent à expropriés les capitalistes, au grand dam du Parti Communiste qui ne voulait nationaliser que les entreprises susceptibles de pouvoir être dirigées par un organisme central de direction créé à cet effet. Le Parti Communiste édicta des mesures auxquelles les travailleurs eurent à se tenir. Toutes les entreprises qui ne pouvaient être dirigées par le Conseil Supérieur Economique devaient être remises entre les mains de leurs propriétaires. Quant aux entreprises nationalisées, la direction en fut confiée au Conseil Supérieur Economique. Le Parti Communiste s'imaginait donc qu'il suffisait de chasser les anciens capitaines d'industrie et d'en confier la direction aux « hommes de science », « intellectuels », « statisticiens » pour réaliser le communisme.

Mais une telle « nationalisation » ne peut aboutir à autre chose qu'à créer un nouvel

appareil de domination du travail salarié. L'analyse marxiste du capitalisme ne laisse place au moindre doute à ce sujet. Pour Marx la place sociale que le capitaliste occupe par rapport au salarié résulte du fait que le premier dispose du travail du second et par là dispose aussi du travailleur. Dans le socialisme ou le communisme d'État, le rôle du capitalisme, échoit à l'organisation centrale chargée de la direction de la production. Cette direction est poussée au plus haut point de la centralisation, soi-disant dans le but de lutter plus efficacement contre la contre-révolution, mais en réalité pour se garantir contre toute immixtion insolite de la part des travailleurs qualifiés de contre-révolutionnaire.

Le but que se tracèrent les bolchéviques était de supprimer le salariat et, avec lui, toute exploitation de l'homme par l'homme. A cette fin, on s'appliqua à faire disparaître l'argent en procédant, de propos délibéré, à une inflation formidable. La valeur pratique de la monnaie tomba à zéro. Les conditions pour l'organisation de la production et de la distribution par le Conseil Supérieur Economique furent ainsi créées. Cet organisme tout puissant centralisa toute la production et en même temps elle fixa les normes de la consommation. L'argent devenait complètement superflu. Mais... en 1921 les bolchéviques créèrent un nouveau rouble pour remplacer l'ancien et s'efforcèrent à lui conserver un pouvoir libérateur stable. Le « communisme de guerre » avait fait faillite. Ce qui avait fait faillite en réalité c'était la tentative des communistes d'organiser une production « sociale » sans aucune unité de mesure fixant la consommation. Les premiers efforts de réorganisation de la vie économique, se firent comme de juste, en s'attachant à l'élaboration d'un plan de production. Grâce aux plans de production des divers trusts, le Conseil Supérieur Economique avait une vue d'ensemble sur la production totale. Cependant tous ses plans étaient calculés en roubles, mais comme la valeur du rouble s'effondrait de jour en jour, ces calculs perdirent toute valeur. Déjà en 1919, la nécessité de calculer les plans

selon la valeur de la production fut reconnue. Et la stabilisation du rouble ne signifiait en réalité, rien d'autre que le gouvernement des soviets avait appris à connaître les lois qui régissaient son économie ; le capitalisme d'État consacre, tout comme le capitalisme, la séparation du travailleur des produits du travail; le Conseil Supérieur règle la vie économique en se basant sur la valeur des produits. La valeur du travail doit aussi être calculée. Le travailleur doit être payé d'après la valeur de sa force travail qui est représentée par le coût de sa production. Or, il y a précisément un antagonisme profond entre la valeur de la force travail (le salaire) et ce travail même (le produit du travail). Alors que le travailleur pour toute une semaine de travail ne reçoit comme salaire que l'équivalent de, par exemple, 24 heures de travail social, il a fourni pendant cette semaine 40, 50 ou 60 heures. Pour s'émanciper, le travailleur doit faire en sorte que ce ne soit plus la valeur de sa force travail qui détermine la paie qui lui revient de la production sociale, mais que cette part soit fixée par son travail même. Le travail : mesure de la consommation, tel est le principe qu'il doit s'efforcer de faire triompher. En rétablissant la production sur la base de la valeur du travail, les communistes russes exproprièrent les travailleurs, car ils proclamèrent que dorénavant il n'y aurait plus de rapport direct entre les biens produits et la part prise par les travailleurs à la production de ces biens. Les conséquences ne tardèrent pas à se faire sentir ce qui amena Lénine à proférer cette amère réflexion.

« La machine nous glisse des mains; c'est » comme si quelqu'un se trouve au volant, » mais la machine ne vas pas dans la direction où il la dirige, elle va là où l'un ou » l'autre la dirige, quelque chose d'illégal » dont dieu sait d'où cela sort, l'un ou l'autre spéculateur, capitaliste privé ou on » ne sait qui. La machine ne roule pas » dans la direction que ceux qui se trouvent au volant désirent. Qui conduit, » qui ? Je doute qu'on puisse dire que les » communistes mènent cette machine. Si

« on veut la vérité, il faut dire : ce n'est » pas nous qui la menons, c'est elle qui » nous mène... »

L'UNITE DE CALCUL DANS LE COMMUNISME

Le réel problème du communisme est donc de faire disparaître la séparation existant entre le travailleur et la production sociale. Ce n'est pas l'un ou l'autre Conseil Supérieur de l'Economie, mais ce sont les travailleurs eux-mêmes, à l'aide de leurs organisations d'entreprises, qui doivent pouvoir disposer du produit de leur travail. Comme la technique moderne rend les diverses entreprises dépendantes les unes des autres, la révolution doit avoir pour résultat de les souder les unes aux autres, mais elle ne peut le faire qu'au moyen d'une loi économique générale s'appliquant à l'ensemble de la production. Cette loi ne fixe pas encore les formes organiques que prendra cette association générale des entreprises. Elle ne fait que déterminer les conditions, égales pour tous, sous lesquelles les producteurs réunis dans leurs organisations d'entreprises participent au grand travail productif de la société.

Tous les biens produits par le travail de l'homme se valent qualitativement, car ils représentent tous un même travail humain. Seuls la quantité de travail différente qu'ils représentent les rend dissemblables. La mesure du temps que chaque travailleur individuellement consacre au travail est l'heure de travail. De même, la mesure destinée à mesurer la quantité de travail que représente tel ou tel objet, doit être l'heure de travail social moyen. C'est cette mesure qui servira à établir l'ensemble des richesses dont dispose la société, de même les rapports des diverses entreprises entre elles et enfin la part de ces richesses qui revient à chaque producteur. C'est d'ailleurs ainsi que Marx et Engels l'envisageaient. Et, contrairement à ce que certains imaginent, cette comptabilité s'applique non seulement à la société communiste qui a atteint un niveau de développement très élevé, mais il s'applique à toute société communiste — donc dès le moment où les travailleurs ont exproprié les capitalistes — quel que soit

le niveau qu'elle a atteint. Cette aversion s'appuie sur la remarque suivante tirée des « Critiques du Programme de Gotha », de Marx :

« Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est » une société communiste non pas telle » qu'elle s'est développée sur les bases qui » lui sont propres, mais telle qu'elle vient, » au contraire, de sortir de la société capitaliste; par conséquent, une société qui, » sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle sort. Le producteur reçoit donc individuellement... l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux une quantité d'objets de consommation correspondant à la valeur de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il la reçoit d'elle sous une autre forme...

« ...Dans une phase supérieure de la » société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu, non seulement le moyen de vivre, mais même le premier besoin de l'existence; quand, avec le développement en tout sens des individus, les forces productives iront s'accroissant, et que toutes les sources de richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé et la société pourra inscrire sur ses drapeaux: « Le chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! ».

LES PROGRES DANS LA MANIERE DE POSER LE PROBLEME

Aussi paradoxale que la chose puisse paraître, il est un fait : les théoriciens socialistes apportèrent une extrême négligence dans la manière de poser le problème de savoir comment régler la production dans le communisme. La solution y apportée par les bolchéviques dans les premières années de la révolution et qui consistait à produire sans unité de calcul apparaît comme un résultat tout naturel de cette désinvolture. L'idée qu'il suffirait de faire passer les moyens de production des mains des capitalistes privés entre celles de la collectivité pour créer du même coup une production et une consommation reposant sur des bases communistes égalitaires, cette idée était universellement répandue. La socialisation devait tout résoudre. Kautsky écrivait sentencieusement : « La valeur est une » catégorie historique, qui ne vaut que » pour la production de marchandises ». Aussi quand on lui demandait comment la production communiste serait organisée, se contentait-il de dire comment elle ne serait pas organisée : ni argent, ni valeur, ni marché, ni prix, rien de cela n'existerait. Mais on ne savait toujours pas quelles étaient les normes qui remplaceraient tout ce fourbi.

Rudolf Hilferding éleva ce négativisme à la hauteur d'une théorie. Comme toute l'activité de la société devait se résorber dans son fameux « cartel général », les entreprises cessent de s'échanger leurs produits sur la base du « prix ». Les échanges se font « en nature ». Les prix deviennent purement nominaux. L'argent cesse de jouer un rôle. « Il peut disparaître, car il s'agit » maintenant de faire circuler et répartir » non plus des valeurs, mais des choses. » Le cartel répartit le produit. Les éléments » substantiels de la production se trouvent » reproduits et employés pour une nouvelle » production. Du nouveau produit une partie est répartie entre la classe ouvrière et » les intellectuels, le reste revient au cartel qui l'utilise comme bon lui semble. » (Hilferding, « Finanzkapital »). Selon Hilferding ce sont les fonctionnaires de l'Etat

qui, armés des données statistiques nécessaires, déterminent la production et les conditions dans lesquelles elle doit s'accomplir.

Les économistes bourgeois ne manqueraient évidemment pas de soumettre cette théorie saugrenue à une critique sévère. Et ils avaient beau jeu. Sous l'influence de ces critiques, de nombreux social-démocrates abandonnèrent leurs théories d'une économie sans mesure générale de la valeur. Kautsky dans « La Révolution prolétarienne et son programme » en revient à la nécessité de réintroduire l'argent comme « mesure pour la comptabilité et le calcul des conditions d'échange dans une société socialiste ». Ce n'est plus que dans la « deuxième phase » du communisme que l'argent pourra être supprimé.

LA PRODUCTION COMMUNISTE

Avant tout il est nécessaire d'expliquer pourquoi dans l'économie communiste il ne peut être question ni de *valeur*, ni d'*échange*. L'échange a à sa base la *propriété privée* des moyens de production et des valeurs. On ne peut *échanger* que des choses qu'on *possède*. Dans le communisme toutes les entreprises sont parties intégrantes et égales d'un seul et même procès de production et de distribution. Chaque entreprise n'exécute qu'une fraction du travail nécessaire à la fabrication d'un produit et le passe ensuite à une autre entreprise et cette opération se répète jusqu'à ce que le produit achevé est livré à la consommation. Ce transfert n'équivaut nullement à un échange parce que nous n'avons pas affaire ici à des propriétaires de marchandises. Les producteurs ne possèdent pas les produits qu'ils travaillent, ceux-ci appartiennent à la communauté. Il ne pourra donc être question d'échanger tel produit contre tel autre produit. Les diverses entreprises se *passent* les produits les unes aux autres. Il est possible qu'on continue à désigner cette opération du mot d'échange. L'essentiel est de comprendre que le contenu social des opérations désignées sous ce vocable a changé complètement.

En ce qui concerne la valeur, une même transformation s'opère. Les marchandises ne s'échangent entre elles que selon des

proportions bien déterminées. Seules des marchandises qui se valent peuvent s'échanger entre elles. Nous savons que la valeur des marchandises est déterminée par le temps moyen de travail social dépensé à leur production. On n'échange donc que des marchandises représentant une même quantité de travail social. Dans le communisme il faudra aussi connaître exactement la quantité de travail que réclame la fabrication des divers produits. Il pourrait donc sembler ici aussi que dans la société communiste, tout comme dans le capitalisme, le mouvement des marchandises s'effectue sur la base de leur valeur. Il n'en est rien. La valeur d'un objet n'exprime pas seulement la quantité de travail social nécessaire à sa fabrication, mais elle exprime encore le fait que quoique représentant du travail social, elle est la propriété privée de quelqu'un. L'antagonisme *travail social* — propriété *privée* disparaît en régime communiste comme le fait remarquer Marx dans sa « Critique du Programme de Gatha :

« Au sein d'un ordre social communiste, » fondé sur la propriété des moyens de » production, les producteurs n'échangent » pas leurs produits, de même le travail » incorporé dans les produits n'apparaît » pas davantage ici comme la valeur de » ces produits, comme une qualité réelle » possédée par eux, puisque désormais, au » rebours de ce qui se passe dans la » société capitaliste, ce n'est plus par la voie » d'un détour, mais directement, que les » travaux de l'individu deviennent partie » intégrante du travail de la communauté... » ...C'est évidemment ici le même principe que celui qui règle l'échange des » marchandises pour autant qu'il est un » échange de valeurs égales. Le fond et la » forme diffèrent parce que les conditions » étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien d'autre que des objets de consommation individuelle ne peut entrer » dans la propriété de l'individu. »

Le communisme ne connaît donc ni l'échange, ni la valeur, la circulation des marchandises ne donnant pas lieu à des

transferts de propriété. Ce qui sert à exprimer la quantité de travail incorporée dans les objets, ce n'est pas à proprement parler la valeur, mais c'est le *temps de travail*. Il est désormais possible, à l'aide de ces données de se représenter sur quelle base se déroule, en société communiste, la production. Chaque entreprise calcule le nombre d'heures de travail que représentent les moyens de productions fixes qu'elle utilise dans la production (les bâtiments et les machines) et aussi leur coefficient d'usure. Elle calcule également la quantité d'heures de travail que représentent les moyens de production circulant (matières premières). Enfin, elle enregistre le travail vivant qu'elle y ajoute. Pour chaque entreprise la production évaluée en heures de travail équivaut donc toujours à la somme des trois facteurs suivants calculés aussi en heures de travail : la partie des moyens de production qui peut être considérée comme consommée (et donc incorporée au produit) à la fin du cycle de production envisagé et que nous désignerons par les lettres M. O., les matières premières que nous désignerons par les lettres M. A. et, troisièmement, le nouveau travail vivant ajouté que nous désignerons par la lettre T.

Le bordereau de production d'une fabrique de chaussures pourrait donc être libellé de cette manière par exemple :

M. O. (machines, bâtiment) + M. A. (matières premières) + T (travail) = Production P.

Si nous remplaçons ces lettres par des chiffres nous obtenons :

M.O. (1,250 heures) + M.A. (61,250 heures) + T (62,500 heures) = P. (125,000 heures).

Si la production de l'usine a été, pendant le cycle envisagé, de 40,000 paires de souliers, chaque paire coûte donc 3,125 heures de travail. Toutes les entreprises, même les entreprises de transport ou les entreprises de services publics qui ne « livrent pas de produits », mais effectuent des services, peuvent calculer de la sorte, le résultat de leur activité. La communauté ne calcule pas autrement le bilan de son activité. En calculant l'ensemble de ce qui a

été dépensé en moyens de production, matières premières et de travail vivant, on obtient le total de la production. Ainsi, par exemple, le bilan pourrait être le suivant :

Total M.O. (108 millions d'heures de travail) + Total M.A. (650 millions heures de travail) + Total T (650 millions heures de travail) = Total P. (1,408 millions heures de travail).

La société a donc à sa disposition le produit de 1,408 millions d'heures de travail. Pour entamer un nouveau cycle de production, elle doit mettre de côté les 108 millions d'heures de travail que représentent la partie des moyens de production consommée au cours du cycle qui vient de s'achever et qui doit être reconstituée si on veut que la production continue sur la même échelle, et aussi les 650 millions d'heures de travail de matières premières. Il reste donc de la production totale 650 millions d'heures qui peuvent être consommées. De cette façon, l'ensemble des entreprises a reconstitué son fonds social et est prêt pour commencer un nouveau cycle productif.

Il s'agit maintenant de savoir comment ces 650 millions d'heures de travail qui constitue le fonds de consommation vont être répartis. La répartition ne doit pas nécessairement être égale pour tous. On pourrait pas exemple imaginer que l'ouvrier non qualifié reçoive pour chaque heure de travail fourni, une quantité de produit équivalant à 3/4 d'heures de travail social, que l'ouvrier qualifié en reçoive juste 1 heure, que l'employé en reçoive 1 1/2 heure et le directeur d'entreprise, par exemple, 3 heures. Dans la comptabilité de l'entreprise on inscrirait comme travail vivant dépensé pour une semaine de 40 heures : 30 heures pour le manoeuvre, 40 pour le qualifié, 60 pour l'employé et 120 pour le directeur.

Effectivement, certains économistes ont cru qu'il convenait de faire une distinction, dans la société communiste, entre les différentes sortes de travail. Otto Neurath pensait qu'il convenait d'établir un « salaire minimum » qui équivaldrait au minimum physiologique nécessaire à l'entretien de l'homme. Ce minimum serait le salaire qu'on attribuerait au manoeuvre. Les autres catégo-

ries d'ouvriers recevraient un salaire en rapport avec leur application, leur capacité et l'importance des travaux qu'ils effectuent. Kautsky estime qu'une différenciation dans les salaires doit être introduite parce qu'on « ne peut pas payer pour un » travail léger et agréable le même salaire » que l'on paye pour les travaux difficiles » et malsains ». Il estime même devoir introduire une différenciation au sein des diverses catégories de salaires et croit que, par exemple, le système de travail aux pièces devrait être introduit.

Il faut remarquer de suite que la société qui introduirait cette différenciation dans les salaires ne mettrait nullement fin à la lutte pour l'amélioration des conditions de travail. Avec la répartition des produits sur une base antagonique, la lutte reprendrait de plus belle entre les diverses catégories pour une répartition plus favorable des produits.

L'appréciation de ces « économes » est fondée sur le fait que dans le régime capitaliste le salaire ne doit pas seulement permettre à l'ouvrier de se maintenir en vie, il doit encore lui permettre de se reproduire en élevant une famille. Or, les frais de reproduction de la main-d'œuvre non qualifiée étant inférieure à ceux que nécessite la reproduction de la main-d'œuvre qualifiée ou de celle des membres des professions libérales, il n'est que juste que cette différence s'exprime aussi dans le salaire. Ces gens oublient que dans le communisme la reproduction de la main-d'œuvre n'incombe pas à l'individu, mais à la société. Cependant leur erreur ne trouve pas une explication suffisante dans cet oubli.

Ces « hommes de science » ont du communisme une autre conception que les prolétaires. La répartition du produit social dans le communisme n'est pas une simple reproduction de la force de travail c'est la distribution de toutes les richesses matérielles et spirituelles que l'humanité crée grâce à sa technique. Elle doit donc dépasser la simple reproduction de la force de travail.

(A suivre.)

A. HENNAUT

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

B I L L A N

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE
LA FRACTION DE GAUCHE DU P.C.

20

SOMMAIRE

DE LA DÉCLARATION DE STALINE À LA MANIFESTATION DU 14 JUILLET.

L'IMPERIALISME ITALIEN À LA CONQUÊTE DE L'ABYSSINIE (G. L. M.)

PROJET DE RAPPORT SUR LA SITUATION EN ITALIE (P. M.)

PROBLÈME DE LA RÉGÉNÉRATION (J. L. et G. M.)

PROBLÈME DE LA PRÉSENTATION DE LA SITUATION COMMUNISTE (A. B.)

1935

Administration : 10, rue de la République, Paris
Compte courant postal : 10000000000000000000